

FACULTÉ LIBRE DE THÉOLOGIE PROTESTANTE

DE PARIS

BENJAMIN DU PLAN

LA FONDATION DU SÉMINAIRE DE LAUSANNE

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ LIBRE DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

POUR OBTENIR LE GRADE DE BACHELIER EN THÉOLOGIE

ET SOUTENUE PUBLIQUEMENT LE VENDREDI 29 JANVIER 1909 A 2 HEURES

PAR

Ed. CLOT



VALS-LES-BAINS

IMPRIMERIE P. ABERLEN ET C^o, ÉDITEURS

1909

BENJAMIN DU PLAN

FACULTÉ LIBRE DE THÉOLOGIE PROTESTANTE

DE PARIS

BENJAMIN DU PLAN

LA FONDATION DU SÉMINAIRE DE LAUSANNE

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ LIBRE DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

POUR OBTENIR LE GRADE DE BACHELIER EN THÉOLOGIE

ET SOUTENUE PUBLIQUEMENT LE VENDREDI 29 JANVIER 1909 A 2 HEURES

PAR

Ed. CLOT



VALS-LES-BAINS

IMPRIMERIE P. ABERLEN ET C^o, ÉDITEURS

1909

FACULTÉ LIBRE DE THÉOLOGIE PROTESTANTE
DE PARIS

Examineurs de la soutenance

M. BONET-MAURY, Président de la Soutenance

MM. BONET-MAURY

VIENTOT

EHRHARDT

} Examineurs

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat.

N° 432

BENJAMIN DU PLAN

ET

LE SÉMINAIRE DE LAUSANNE

INTRODUCTION

Etat politique et religieux de la France aux environs de 1713

A. ETAT POLITIQUE.

La paix d'Utrecht, signée en 1713 entre les alliés et Louis XIV, marque la fin d'une période lamentable et désastreuse pour la France. Ces dernières années de deuil effacent les jours les plus glorieux du règne, l'orgueil et la présomption d'un monarque vaniteux ont conduit l'Etat à sa ruine, plongé le pays dans la misère et la désolation.

Rien n'est plus triste que ce début du XVIII^e siècle. La malheureuse guerre de la Succession d'Espagne a précipité la décadence de la France. Engagée à la légère dans cette guerre fatale, elle allait voir, en face d'elle, se dresser l'Europe coalisée. Toutes les nations, lésées par la politique agressive du grand Roi; tous les états, inquiétés par la puissance française, menaçant de rompre à son profit l'équilibre européen; tous les peuples, indignés par la Révocation de l'Edit de Nantes et les persécutions subies par les réformés, se levèrent à l'appel de l'Angleterre et de la Hollande, ces implacables ennemis de Louis XIV.

Sur les divers champs de bataille où la lutte se déroula, ce ne fut pas seulement la succession d'Espagne qui se régla : la suprématie européenne fut en jeu. Quand, après treize années de campagnes, fatigués de part et d'autre, on signa

la paix, la France était descendue de son piédestal : l'Angleterre allait la remplacer à la tête du concert des nations européennes.

La première partie de la guerre, malgré la défection de la Savoie et du Portugal fut assez heureuse. Il semblait que la victoire eut quelque peine à désertir les étendards à l'ombre desquels elle avait si longtemps marché.

Puis, la fortune changea de camp. A partir de 1704, une longue série de malheurs s'abattent sur la France. L'incapable Villeroy, après quelques années d'opérations languissantes, aux Pays-Bas, perd ces provinces par la honteuse défaite de Ramillies (23 mai 1706).

Les échecs se multiplient. Le Milanais est perdu, la Provence envahie. En Espagne, Philippe V n'est pas beaucoup plus heureux.

Alors, aux malheurs de la guerre, vinrent s'ajouter les rigueurs d'un hiver atroce. L'agriculture fut ruinée, le commerce paralysé. La misère fut terrible. Trente mille personnes furent enlevées à l'Ile-de-France seule par les glaces et les frimas. La disette de blé causée par ce froid terrible provoqua une famine. Paris, aux dires des contemporains, paraissait une ville ravagée par l'épidémie. Une émeute occasionnée par la faim et la misère souleva le faubourg Saint-Martin. Les mendiants se précipitèrent à Versailles pour trouver de quoi subsister. Les princes du sang et les nobles durent envoyer leur vaisselle d'argent à la monnaie et Madame de Maintenon dut accueillir sur sa table le pain bis des roturiers. Et pour ajouter à l'horreur de tous ces fléaux, les fleuves grossis inondèrent les campagnes; des tempêtes violentes ravagèrent les côtes. En présence de tant de désastres accumulés, on eut dit que Dieu, pour en châtier les crimes, déversait sur la France le torrent de sa colère comme dans les temps antiques sur Sodome et Gomorre.

Les maux moraux ne furent pas moindres.

Voici comment l'évêque d'Agen dépeint l'état moral du pays : « L'usure, les fraudes, la concussion, s'écrie-t-il, inondent le royaume ». Dans cette période troublée, conserver la vie paraît une chose extraordinaire. « On ne vit plus que par miracle » écrivait Fénelon.

Le roi, en présence de tant de malheurs, sentit son orgueil

fléchir. Il demanda enfin la paix. Elle lui fut refusée. Sombre et sinistre, la guerre reprit.

La bataille de Malplaquet marque un arrêt de la fortune des alliés, un retour de la nôtre. Enfin une victoire de Villars à Denain jette un peu de gloire dans ce triste tableau.

La fatigue de tous et aussi la crainte de revoir les armées françaises victorieuses fouler à nouveau leurs provinces épuisées, rendirent les coalisés plus conciliants. La paix fut conclue. Il était temps. La France était à bout d'hommes et de ressources.

*
* *

B. ETAT RELIGIEUX : LE CATHOLICISME.

En somme cette fin lamentable du règne de Louis XIV consacrait la déchéance de la monarchie de droit divin. A l'ombre de cette royauté et, en quelque sorte, à ses dépens, l'Eglise romaine s'élevait puissante, autoritaire, absolue dans son intransigeance. Ce que, ni la mauvaise humeur des papes, ni leur résistance acharnée n'avaient pu obtenir de Louis XIV, la diplomatie de la curie se l'assura. Elle mit en campagne ses plus fins politiques : les jésuites triomphèrent de l'orgueil et de la volonté royales.

Sans rien exagérer, on pourrait dire que la politique intérieure de la France à cette époque gravite autour de la question religieuse.

Tout d'abord, c'est la lutte de Louis XIV avec la papauté aboutissant à la fameuse déclaration gallicane (1682). Cette querelle éclata au sujet du droit de « *régale* » (1). Ce privilège accordé seulement à la royauté pour certains diocèses (2), le roi voulut l'étendre à tous les évêchés.

Le conflit s'ouvrit par une lutte entre le roi et le pape Alexandre VII. Le successeur de ce dernier demanda aux évêques qui avaient appuyé le roi, une rétractation. Le clergé français

(1) D'après le droit de *régale* le roi percevait les revenus du diocèse pendant la vacance du siège, c'est ce qu'on appelle la « *régale temporelle* » et le droit de nommer à tous les bénéfices dont l'évêque avait la collation en tant qu'évêque, c'est la « *régale spirituelle* ».

(2) Le droit de *régale* était applicable aux 5 diocèses d'Arras, Langres, Auxerre, Nevers, Mâcon.

rispote par la déclaration de 1682. Alexandre VIII déclara cette manifestation nulle et non avenue. L'accord se fit en 1693 entre Innocent XII et Louis XIV. Ce dernier écrivit au pape « qu'il avait donné les ordres nécessaires, pour que les choses contenues dans son édit du 22 mars 1682, à quoi les conjectures passées l'avaient obligé, ne soient pas observées ». Le pape, en compensation, accorda au roi le droit de percevoir sur tous les diocèses du royaume le droit de régale.

Par un édit de 1695, Louis porta encore un nouveau coup aux privilèges du clergé. Cet édit enlevait d'une manière définitive aux tribunaux ecclésiastiques la juridiction temporelle; il n'appartiendra plus aux juges d'églises que « la connaissance et le jugement de la doctrine concernant la religion » et « le règlement des honoraires ecclésiastiques. »

Comment, malgré ses victoires sur l'église, le roi put-il demeurer en bons termes avec le Saint Siège? A la vérité les demandes du monarque ne mettaient pas en péril le principe de l'église. Ce n'était que des questions d'intérêts. Quand la papauté vit que le clergé soutenait son roi, elle crut prudent de céder. Pour la France, la première question était une question d'unification administrative et fiscale; la seconde n'était que la consécration d'un état de choses plus ou moins existant, une question d'organisation de la justice, en somme une application de la séparation des pouvoirs vue sous l'angle de la royauté.

Mais si Louis XIV sut être ferme et fils insoumis dans les questions qui touchaient à sa dignité et à son pouvoir, que ne fit-il pas pour assurer le triomphe de la foi romaine pour lui donner dans l'Etat une place unique, prépondérante! Toutes les velleités d'indépendance furent étouffées rapidement. L'affaire du « quiétisme » fut menée rondement. Après quelques passes d'armes entre l'Aigle de Meaux et le Cygne de Cambrai, l'héroïne du mouvement, M^{me} Guyon, fut, de part le roi, envoyée réfléchir dans les cachots de la Bastille, aux dangers qu'il y a à ne pas concevoir les effets de la grâce de la même façon que l'orthodoxie romaine.

La crise la plus sérieuse du catholicisme fut, au cours du XVII^e siècle, la querelle Janséniste. Mouvement admirable que celui suscité par les écrits de l'évêque d'Ypres! Si du moins il avait duré, mais il portait en lui un germe de

mort. Trop catholique pour se séparer de Rome, il se posait néanmoins en face d'elle comme une négation de principe de l'Eglise romaine. Rome fut logique en poursuivant la ruine de son adversaire et en ne déposant les armes que le jour où il fut réduit à l'impuissance. Le Jansénisme, pour avoir été infidèle dans l'ordre dogmatique à la logique de Port-Royal qui eut exigé la séparation, mourut, au grand dommage de la chrétienté et de la France. Sur les ruines de la vénérable abbaye le jésuitisme se dressait tout puissant.

La paix de Clément IX (1668) mit fin à la première partie de la querelle qui avait mis aux prises les personnalités si hautes et si puissantes de Saint-Cyran, Arnaud, Nicole, Pascal. La trêve dura 34 ans. Elle fut rompue en 1702 à propos d'un ouvrage intitulé : « *Un cas de conscience* ». Cet écrit proposait le cas suivant : un prêtre, à son lit de mort, confessait avoir signé le formulaire de foi pour observer un « *silence respectueux* » sans croire que l'église était infaillible dans une question de *fait*. A ce prêtre, fallait-il accorder l'absolution ? Telle était la question.

Quarante docteurs de la Sorbonne déclarèrent que, dans ce cas, absoudre était parfaitement légitime.

En 1705, une bulle pontificale : *Vineam Domini Sabaoth* confirmait purement et simplement la bulle antérieure *Ad Sacram*. Elle déclarait qu'observer un silence respectueux n'était pas suffisant ; qu'il fallait croire de cœur à la décision fondée en *droit* et en *fait*.

L'esprit Janséniste se réveilla ; les religieuses de Port-Royal refusèrent d'accepter cette bulle sans restrictions. Le châtiment de leur indiscipline ne se fit pas attendre. En 1709, sur un ordre du roi, elles furent dispersées par la police.

En 1710, aux instigations de Letellier, confesseur du roi, les bâtiments furent rasés, le cimetière détruit et les restes des solitaires dispersés dans les églises et les nécropoles de la ville de Paris ou des villages voisins.

En 1713, la fameuse bulle papale « *Uni Génitus* » fut promulguée. M^{me} de Maintenon excitait le fanatisme royal, Louis XIV fit enregistrer la bulle au Parlement. Il songeait même à faire réunir un concile national pour trancher la

question. La mort ne lui permit pas de donner suite à ce projet. L'esprit de Port-Royal était frappé à mort par la ruine du couvent. Il devait finir de mourir autour de la controverse soulevée par la bulle « *Uni genitus* ».

*
* *

C. ETAT RELIGIEUX; LE PROTESTANTISME.

La situation faite aux protestants à la fin du règne de Louis XIV ne présente rien qui puisse nous étonner. Elle est la conséquence de l'éducation étroite du roi, l'œuvre longuement méditée et préparée du clergé français.

En 1652, le roi avait bien envoyé aux protestants une lettre où il disait : « qu'ils soient, en parlant des huguenots, maintenus et gardés en la pleine et entière jouissance de l'Edit de Nantes », mais il était alors sous le coup de l'émotion des troubles de la Fronde; il ne pouvait assurément pas ne pas accorder aux huguenots qui l'avaient soutenu avec une fidélité inébranlable, un témoignage de satisfaction. Mais les années passaient. L'esprit absolutiste se développant en même temps que l'esprit fanatique, devait désirer amener l'unité de religion comme il avait créé l'omnipotence royale.

Le clergé tout entier prépara les voies. Il n'est pas un seul homme parmi tous les prélats qui comprit l'odieux des mesures vexatoires prises contre les huguenots. C'est avec une certaine mélancolie que l'on voit mêlés à ces persécutions des grands noms comme ceux de Bossuet, Fénelon et Fléchier. Si ces évêques approuvaient les décisions royales et cherchaient à provoquer de nouvelles ordonnances, comment s'étonner du fanatisme des sous-ordres et du zèle aveugle des autres membres du clergé.

Pour le corps des évêques, l'édit de Nantes était un édifice à faire tomber. De ce glorieux monument, témoin de la sagesse et de l'intelligence d'un grand roi, garant de la paix et de la prospérité de la France, il ne fallait laisser que des ruines. Les évêques travaillèrent avec une persévérance merveilleuse à cette destruction. « La liberté de conscience, disait un prélat, est regardée par tous les catholiques comme un précipice creusé devant leurs pieds, comme un piège préparé par leur simplicité, et comme une porte ouverte au

libertinage » (1). Daniel de Cosnac, en 1685, parlant de l'œuvre à laquelle le clergé de France devait se consacrer, écrivait : « La destruction de l'hérésie est notre unique affaire ». Ici, nous sommes à la veille de l'édit qui devait effacer des lois du royaume de France, la liberté de conscience. Quel chemin parcouru depuis le jour où Choiseul, évêque de Comminges, écrivait à Louis XIV enfant : « Nous ne demandons pas à Votre Majesté de bannir encore de votre royaume cette malheureuse liberté de conscience qui détruit la liberté des enfants de Dieu, mais, s'il n'est pas en votre pouvoir d'étouffer l'hérésie d'un seul coup, de la faire du moins périr peu à peu. »

Au fond la persécution contre les huguenots commence dès 1666. On interprète de moins en moins largement l'Edit de Nantes. On s'attache minutieusement à en limiter le sens, à en restreindre la portée. Petit à petit, la persécution prend corps. Les dragons de Louvois sont déchaînés dans les malheureuses provinces de la prétendue religion réformée. (R. P. R.). Les conversions se font en masse. On arrache au roi sa signature. Le protestantisme a vécu en France. Ceux qui restent attachés à leur foi sont des rebelles. Il faut s'attacher à les faire rentrer dans l'ordre et, s'ils persistent dans leur entêtement, les châtier. Alors s'ouvre cette période si lamentable et en même temps si glorieuse de notre protestantisme français. Certes, les défections sont nombreuses. Beaucoup abjurèrent et passèrent au catholicisme, mais les exemples d'héroïsme ne sont pas rares. Quel spectacle poignant et émouvant que celui d'un peuple qui souffrit tant d'années sans jamais maudire celui qui était l'auteur de ses souffrances. Quelle longue suite de misères ! On ne parle que de supplices et de violences, que de troupes de fugitifs arrivés, harassés et mourants de faim, sur une terre étrangère ; que de pasteurs traqués dans les campagnes, qu'ils parcourent pour porter au sein de cette tourmente un mot de paix, une parole de consolation.

Si l'on songe que la première prise d'armes, non pas contre le roi, mais contre ses lieutenants est de 1702, l'on pourra se faire une idée de la patience, du support de l'esprit

(1) *Procès-verbaux des assemblées du clergé de France*, p. 130.

de soumission que la prédication de l'Evangile avait semés parmi les populations des Cévennes et du Bas-Languedoc.

Les guerres des Camisards, sous la conduite de Cavalier et de Rolland, ne nous intéressent ici que par les résultats. Quand Louis XIV traita avec ses adversaires, elles venaient de prendre fin. Le pays était encore frémissant des luttes acharnées dont il avait été le théâtre. La contrée était horriblement dévastée. Les troupes royales avaient tout détruit systématiquement, pillé, brûlé les villages. Un long voile de deuil couvrait tout le pays.

C'est dans ces régions si douloureusement éprouvées que Benjamin Du Plan devait d'abord excercer son œuvre de pasteur et de berger.

PREMIÈRE PARTIE

Biographie de Benjamin Du Plan

CHAPITRE PREMIER

Jeunesse, vocation, activité pastorale en France 1688-1724

A. JEUNESSE ET VOCATION.

Benjamin de Ribot, seigneur du Caïla, du Plan, de la Favède et du Rouvret, naquit le 13 mars 1688, au château de la Favède, près d'Alais.

Son enfance nous est inconnue, mais dans sa jeunesse il servit dans les armées du roi de France. Il quitta le service en 1710 à l'âge de vingt-deux ans. Rentré dans ses domaines, il vit alors de près comment étaient traqués les protestants, comment les campagnes suspectes étaient pillées, les villages brûlés. Brave et généreux, son cœur de gentilhomme fut bientôt gagné à la cause de ses coreligionnaires. Il se mit en rapport avec eux et fréquenta les assemblées du désert dirigées par les inspirés. Sa vocation se révéla dans cette atmosphère de vie spirituelle intense. Au bout de quelque temps, les auditeurs de ces réunions clandestines le prièrent de prendre la parole. Il vainquit son hésitation et parla à ses frères. Son sermon improvisé fut accueilli avec une pieuse attention. Une inspirée se leva du milieu du troupeau attentif et lui dit : « Je te dis, mon enfant, ne crains point, l'ennemi ne mettra pas la main sur toi » et tu pourras passer par le feu et par l'eau sans rien craindre » (1).

(1) *France protestante*, p. 886. Bordier.

Ces quelques mots l'émurent profondément et décidèrent de sa vocation. Il résolut de se consacrer au service de ses frères protestants. Renonçant alors à une belle position, à une alliance projetée avec la fille aînée de son beau-frère, le marquis de la Fare, il se fit pasteur sous la croix. Il travailla d'abord seul, prêchant, visitant les malades, réconfortant les affligés, relevant le courage abattu des persécutés. Cette vie et ce travail solitaire le conduisirent jusqu'à l'année 1715, date à laquelle il rencontra Antoine Court.

Antoine Court avait convoqué le 21 août 1715 les pasteurs des Cévennes et du Bas-Languedoc pour réagir contre les théories dissolvantes des inspirés. Se basant sur les déclarations de Saint Paul, il voulait empêcher les femmes de prêcher et déclarer l'Écriture seule règle de foi; en un mot, rétablir la discipline. Son expérience lui avait appris à considérer ce moyen comme le seul remède efficace contre le fanatisme.

B. RENCONTRE AVEC COURT; ACTIVITÉ EN FRANCE.

Benjamin Du Plan et Court firent connaissance et se promirent de travailler à la réorganisation de l'Eglise protestante de France quoiqu'ils fussent, ainsi que l'écrit Court en 1725, « aux antipodes, les uns des autres, votre expérience vous persuadant qu'il y a des inspirés et la mienne « qu'il n'y en a point » (1). D'abord, cette croyance aux inspirés, puis cette sympathie envers eux, devaient faire le malheur de Benjamin Du Plan et assombrir les plus beaux moments de son existence; mais, même aux jours les plus tristes, Court fut toujours son défenseur. L'amitié de ces deux jeunes gens contractée alors que Court n'avait que 19 ans ne devait, pendant leur longue vie, ne subir qu'un orage, du reste tout momentané.

Ils se proposèrent, comme règle fixe de toute leur vie, de suivre les quatre points suivants d'un programme rédigé par Court en 1715 au synode de Nîmes; à savoir :

a/ De convoquer les peuples et les inspirés dans les assemblées religieuses;

b/ De combattre le fanatisme qui, comme embrasement,

(1) Lettre du 3 novembre.

s'était répandu de tous côtés et de ramener à des idées plus saines ceux qui avaient eu la faiblesse ou le malheur de s'en laisser infecter ;

c/ De rétablir la discipline, l'usage des consistoires, des anciens, des colloques, des synodes ;

d/ De former, autant qu'il serait en leur pouvoir, de jeunes prédicateurs, d'appeler des ministres des pays étrangers et, s'ils manquaient de vocation pour le martyre et qu'ils ne fussent que disposés de répondre à leurs pressantes incitations, de solliciter auprès des puissances protestantes des secours en argent pour aider aux études et à l'entretien des jeunes gens en qui ils trouveraient assez de courage et de bonne volonté pour se dévouer au service et au salut de leurs frères.

Dès 1718, nous pouvons juger de l'élévation des sentiments chrétiens du gentilhomme d'Alais par la lettre qu'il écrivait le 1^{er} février à la mère d'Arnaud, alors en Suisse, exaltant la piété et la foi du ministre martyr condamné par les juges de Baviile et mis à mort à Alais. L'année suivante, il répondit avec courage et fermeté au marquis de Duquesne, à Paris, lui affirmant la soumission et la fidélité des églises au roi de France, mais ne promettant rien quant à la cessation des assemblées (1).

Le résultat de cette entrevue fut que les protestants ne furent pas inquiétés tout le temps que dura la guerre. Chacun put alors suivre les assemblées. La paix signée, la tolérance cessa et le cruel Baviile recommença les persécutions, ne se relâchant de sa sévérité que lorsque la peste, venant de Marseille, éclata à Alais en 1720. Terrorisés, les catholiques laissèrent plus de liberté aux protestants. Benjamin Du Plan resta dans la ville et, connu de tous, il allait et venait sans danger dans les rues, donnant à tous, protestants et catholiques, des marques d'un profond dévouement.

(1) La France était alors en guerre avec le roi d'Espagne Philippe V et le ministre espagnol comptait se servir de Scipion Soulan pour créer une diversion en France en incitant les protestants à la révolte. Le régent prit peur et demanda aux pasteurs, à Basnage de Hollande, à Pictet de Genève, de recommander à leur coreligionnaires de rester fidèles à la couronne. Le marquis Duquesne fut chargé d'une enquête. Benjamin Du Plan promit au marquis de faire arrêter Soulan dès son arrivée en Languedoc et de le livrer à la condition qu'on ne lui ferait aucun mal.

Ce fut à ce moment que ses coreligionnaires lui suscitèrent des ennuis. Court venait de partir pour Genève afin de dissiper les malentendus qui régnaient alors en Suisse contre les protestants. Corteiz et Du Plan le remplacèrent et l'on reprocha, à tort, à Du Plan, d'être partisan de Vesson (1), uniquement parce qu'on le savait sympathique aux inspirés. L'affaire ne se calma que par suite de l'intervention de Court qui prit la plume et défendit son ami. Du Plan, fort de sa conscience, répondit à ce sujet : « Ne vous
« affligez donc pas mal à propos et ne craignez point du
« tout que je suive la route des Vesson, des Mazelet et des
« Boyer. J'ai toujours aimé l'ordre, la paix et la discipline
« del'église. Vous savez en partie ce que j'ai fait pour réunir
« les esprits, et lorsque l'orgueil ou quelqu'autre passion cri-
« minelle a séparé Vesson et Mazelet du corps de l'église,
« je me suis séparé d'eux et bien loin d'avoir des relations
« avec ces schismatiques, j'ai fait mon possible pour leur
« enlever leurs adhérents. »

Les décisions des synodes, les lettres écrites, les papiers trouvés chez les « multipliants » et tombés entre les mains de la police, lors de leur procès, apprirent officiellement au pouvoir que Du Plan était un prédicateur et un des plus importants. Tandis que jusqu'ici le gentilhomme d'Alais avait pu jouir d'une certaine quiétude de la part de la police, grâce aux nombreuses et puissantes protections qui le patronaient, le jour où son nom fut trouvé mêlé à ceux des condamnés de Montpellier, il fut activement recherché. Après avoir lassé pendant deux longues années tous les efforts du pouvoir pour s'emparer de sa personne, en 1724, il sentit qu'il était temps pour lui de chercher un asile très sûr. Il passa la frontière et se réfugia en Suisse. Il était âgé de 37 ans.

(1) Vesson était originaire de Cros, près de St-Hippolyte, et était un inspiré. Il signa les règlements du synode de 1715, puis refusa de s'y soumettre. Le synode de 1718 l'assigna à comparaître devant lui. Il ne parut pas. Prédicant, il retombe dans ses erreurs de jadis ce qui le fit chasser en 1720 du synode. Vesson groupa alors les inspirés dans le Bas-Languedoc et Mazelet dans les Cévennes. Le professeur Pictet de Genève écrivit alors une lettre « Sur ceux qui se croient inspirés » qui détacha de Vesson tous ses partisans. Vesson, complètement isolé, dut se rendre à Montpellier. Là, groupant quelques amis, il fonda la secte des multipliants.

CHAPITRE II

Benjamin Du Plan à l'étranger; son œuvre comme représentant des églises de France auprès des puissances alliées

A. LA SITUATION EN FRANCE A LA MORT DU RÉGENT.

En France, les persécutions étaient menées avec une extrême rigueur. Le cardinal Fleury, à la mort du régent (1723), amena le roi, dont il était le précepteur, à faire publier, par le premier ministre, le duc de Bourbon, un nouvel édit remettant en vigueur toutes les défenses d'autrefois. L'édit, composé de 18 articles et promulgué en 1724, mit tout le protestantisme en émoi. « Tout culte autre que
« le culte catholique est pros crit en France. Quiconque
« célèbre un autre culte, sous quelque prétexte que ce soit,
« sera puni; la peine sera, pour les hommes, les galères;
« pour les femmes, la prison pour toujours; avant d'y
« entrer le bourreau les rasera; pour tous la confiscation
« des biens sera prononcée (1).

« Les prédicants qui auront convoqué des assemblées,
« y auront prêché ou fait les autres fonctions de leur minis-
« tère, seront punis de mort. Leur crime paraît si énorme
« aux rédacteurs de l'édit, qu'ils ôtent à leur jeune souve-
« rain le plus beau joyaux de sa couronne, celui de faire
« grâce (2).

« Pour s'emparer plus facilement de leur personne,
« on les force à s'expatrier. Défense est faite à tous les su-
« jets de sa Majesté de les recevoir, de leur donner retraite,
« secours, assistance, et d'avoir avec eux, directement ou
« indirectement, aucun commerce; faute pour eux d'obéir,
« les galères perpétuelles seront prononcées contre les hom-
« mes et la prison à toujours contre les femmes sur la tête
« desquelles le bourreau promènera son infâme rasoir (3).

(1) Article 1^{er}.

(2) Article 2^{me}.

(3) Il y eu même des exécutions en Poitou, pour ce motif (pendaison) à La Mothe-St-Héray (Deux-Sèvres).

« Après avoir confisqué leur liberté, l'édit confisque leurs
« biens; les mêmes peines sont encourues par ceux qui,
« ayant eu connaissance de ce qu'auront fait les prédicants,
ne les auront pas dénoncés aux magistrats » (1).

L'édit ne reconnaît pas l'existence des protestants; à ses yeux il n'y a que d'anciens et de nouveaux catholiques; aussi, ordonne-t-il que les parents fassent baptiser leurs enfants par le curé de leur paroisse dans les vingt-quatre heures de leur naissance, sous peine d'amende et même de plus forte punition, suivant l'exigence des cas. Les sages-femmes sont tenues d'avertir les curés des lieux de naissance des enfants, afin qu'aucun nouveau-né n'échappe au filet clérical. Les parents ne peuvent, sans permission et sous peine de 6.000 livres d'amende, envoyer un enfant hors du royaume pour faire son éducation, et jusqu'à l'âge de vingt ans, l'enfant doit avoir le prêtre pour instituteur et catéchiste; chaque jour ouvrable, autant que possible, il est conduit à la messe, et ses parents sont obligés de le représenter aux évêques et archevêques en tournée chaque fois qu'ils l'exigeront.

« L'édit, plein de sollicitude pour les malades, ne veut
« pas qu'ils meurent commé des païens; il ouvre donc leurs
« maisons aux prêtres, afin qu'ils les exhortent, en particu-
« lier et sans témoins, à recevoir les sacrements de l'église;
« s'ils s'y refusent, ils seront, s'ils recouvrent la santé,
« bannis à perpétuité, avec confiscation de biens; s'ils
« meurent, ils seront traités comme relaps et procès sera
« fait à leur mémoire. Malheur à la femme qui dira à son
« mari : « *meurs dans la foi des ancêtres* » et qui empêchera
« le mourant de recevoir l'hostie ou les Saintes Huiles, elle
« sera jetée, la tête rasée, dans un cachot destiné à être
« son tombeau. Malheur au fils qui dira à son père : « *Sois*
« *fidèle jusqu'à la mort, à ton Sauveur Jésus-Christ!* » il
« ira ramer aux galères.

« L'édit interdit toute fonction publique à quiconque
« n'est pas pourvu d'un certificat de catholicisme. Il renou-
« velle les ordonnances sur le fait des mariages, et l'homme
« qui ne sera pas marié par un prêtre, aura pour femme

(1) Article 3.

« une concubine, pour enfants des bâtards : ses biens, à sa mort, seront dévolus à ses collatéraux » (1).

Les pasteurs français demandèrent aide et conseil à leurs frères étrangers; les réponses furent loin d'être toutes encourageantes. Les suisses envoyèrent des marques de sympathie, tandis que les pasteurs de Berlin conseillèrent de suspendre prudemment les assemblées.

Du Plan écrivit aux rois d'Angleterre et de Prusse (2), à l'archevêque de Cantorbéry, pour les intéresser à la situation des huguenots de France et pour les solliciter d'intervenir auprès du roi et du cardinal. Il envoya également une lettre à M. Saurin, en Hollande et adressa une requête à toutes les puissances de la Haye.

B. BENJAMIN DU PLAN EN SUISSE; FONDATION DU SÉMINAIRE DE LAUSANNE 1724-1731.

Dès cette époque, il déplora d'avoir été obligé de quitter ses frères. Il se rend compte des besoins de l'église et de la pénurie d'ouvriers. On avait beau faire appel au zèle et au dévouement des pasteurs étrangers, il n'en venait point en France et si il en était venu, le gouvernement les aurait traités en agents provocateurs venus de l'étranger pour fomenter la sédition.

Du Plan s'employait autant qu'il le pouvait à acheter et à demander des livres et à faire passer la frontière aux ballots, ce qui faisait écrire à Court : « Des ressources de cette nature nous sont si avantageuses, que les soins que vous vous êtes donnés pour les obtenir, méritent plus que des louanges » (3). Ces paroles étaient la réponse de Court à cette lettre de Du Plan (10 sept. 1725) : « Vous m'avez marqué, mon cher ami, dans quelques-unes de vos lettres, de vous envoyer des livres et vous me disiez que des personnes zélées, d'ici, en devaient faire la dépense. J'ai fait ce que j'ai pu pour faire partir quelques ballots de livres, ayant trouvé une occasion favorable après avoir cherché

(1) Sismondi, tome XXVII, p. 514.

(2) Il n'écrivit directement qu'à M. Lenfant, ministre et prédicateur du roi, mais il fit écrire au roi par l'intermédiaire d'une dame pieuse et distinguée.

(3) Hugues. *Histoire de la Réformation* I. p. 287.

« depuis plus de huit mois inutilement à cause des diffi-
« cultés presque insurmontables. Je n'ai pu recueillir de la
« charité que quelque vieux livres et environ 20 écus. Je
« me suis épuisé pour ne pas laisser passer l'occasion de
« fournir à ma patrie des secours pour l'instruction et pour
« le salut des pasteurs et du peuple.

« J'ai répondu pour 100 écus de marchandises chez le
« libraire. Dieu veuille par sa grâce faire arriver le convoi
« à bon port et verser sa bénédiction...

« J'espère aussi qu'au cas que l'homme qui expose son
« bien, sa liberté et même sa vie, pour procurer des secours
« pour le salut de sa patrie, vienne à être arrêté, j'espère,
« dis-je, que les églises ne l'abandonneront pas. Je vous
« conjure tous, par la charité de Christ, de vous intéresser
« pour lui. »

Du Plan fut bien accueilli de tous. A Genève, le ministre exilé s'efforçait de défendre la conduite de ses frères si souvent critiquée, en particulier les réunions en plein air vivement blâmées par beaucoup d'amis. Il se rendit compte qu'il y avait beaucoup à faire pour gagner, à l'étranger, des sympathies à la cause des protestants de France. Comme il voulait employer son exil à servir quand même les églises pour lesquelles il avait abandonné titre, fortune, famille et bonheur, il exposa, à Court, son plan, de travailler au nom et avec l'autorisation du synode parmi les nations étrangères.

Court, gagné à ce projet, convoqua le synode le 1^{er} mai 1725. Il réussit à faire nommer son ami avec le titre de délégué du synode auprès des puissances étrangères. Les attributions du titulaire de cette fonction étaient d'implorer la protection des puissances alliées en faveur des églises et de les solliciter à agir auprès de Louis XV, pour qu'il révoquât les édits. Le secrétaire du synode, qui était Corteiz, son ancien collègue, lui donna l'autorisation nécessaire, l'accréditant auprès des alliés. Le synode fixait le traitement de son mandataire à 50 pistoles (1) pour tous ses frais, mais le gentilhomme était décidé à vivre sans ces subsides et à servir les églises, comme par le passé, au péril de sa vie et aux dépens de son avoir.

(1) La pistole était de 10 francs.

Au reçu des lettres qui l'accréditaient auprès des puissances alliées, la tâche bénévole qu'il remplissait devenait une fonction officielle. Il se devait tout à ses nouvelles fonctions. La seconde partie de sa vie commençait. Il ne revint jamais en France. Il voyagea et s'établit en pays étrangers sans que son affection pour les églises de son pays se départit.

Son œuvre fut souvent entravée, ses efforts vains par suite du manque d'argent. Vivant au milieu des cours étrangères, fréquentant les grands de ce monde, le député des églises était tenu de figurer avec un certain rang. Comme il ne voulait être à la charge de personne et que son patrimoine était passé à d'autres mains, ses ressources fort modestes l'obligeaient à se priver où à renoncer même à entreprendre des voyages qu'il sentait être utiles pour la cause de ses frères. C'est ainsi que le 27 juillet 1725, alors que les affaires du côté du Nord et de l'Allemagne subissaient une crise et que l'on ne savait pas encore si la guerre éclaterait ou si l'on en viendrait à un accommodement, il sentit sa présence nécessaire. Il voulut une dernière fois parcourir la Suisse, revoir ses nombreux amis et commença son voyage à pied avec M. Chapel. Il visita Berne, Zurich, Neuchâtel, Lausanne, obtenant partout des subsides il reçut : à Zurich de LL. EE. 60 louis, à Neuchâtel 30 écus d'or. Son but était de fonder une œuvre durable. Il sollicitait avec beaucoup de courage et de persévérance ses nombreuses connaissances de remédier, eux qui le pouvaient, à la pénurie des pasteurs dont souffraient les églises de France eu égard à la persécution. Son but — et en cela il se trouvait d'accord avec Court — était de fonder un séminaire dans un pays sûr, où les protestants de France pourraient venir étudier en paix et se préparer, avant de se faire consacrer pour les églises de leur pays natal.

Benjamin Du Plan devait, pour réussir, obtenir l'autorisation des princes, de collecter, puis trouver les bourses nécessaires à l'entretien des futurs proposants. Ses efforts, ses tentatives multiples furent, à la longue, couronnées de succès. **En octobre 1725**, à Lausanne, il remportait une première victoire. « Il y fut accueilli, dit M. Bonnefon, avec « une affection toute particulière, par les premières familles « du pays et avec leur concours il réalisa deux des grandes

« pensées de Court en jetant les bases d'un séminaire pro-
« testant... Du Plan réunit en secret quelques pasteurs et
« amis de Lausanne, Polier, de Montrond, pour délibérer
« sur cette grave question. Genève, constamment menacée
« par la France, était impossible, Berne de même, Zurich
« était allemande et trop éloignée. On jeta les yeux sur
« Lausanne qui dépendait de Berne. LL. EE. de Berne,
« sur la demande probablement de quelques amis influents,
« les Dachs, entre autres, consentirent officieusement à
« laisser s'ouvrir cette école, mais à la condition expresse
« qu'elle restât dans l'ombre et ne fit aucun bruit » (1).

Pendant que le député du synode remportait des victoi-
res et voyait ses efforts couronnés de succès, ses ennemis
reprenaient la lutte et essayaient de ruiner son influence et
son crédit chez les protestants de France. Ils trouvaient
surtout les résultats obtenus peu en rapport avec les
dépenses du délégué, et cependant on ne lui avait envoyé
aucun subside depuis sa nomination. A cette époque, Du
Plan écrivait à Court (2) : « Je vous le dis, à vous, j'ai
« obtenu, par mon crédit, malgré la misère qui règne ici,
« chez quantité de familles qui souffrent beaucoup, la cha-
« rité étant refroidie et le commerce dérangé, de quoi remet-
« tre le sieur Chapel en équipage après avoir perdu son
« cheval et ses hardes; j'ai obtenu pour M. Bétrine, de quoi
« achever ses études, sans le secours des églises ni de ses
« parents; j'ai obtenu plusieurs autres grâces pour des par-
« ticuliers, et si la misère des églises était si grande qu'elle
« les empêchât de me fournir une pension, j'ai assez d'amis
« pour me fournir de quoi m'acquitter de ma commission ».

Pour le faire destituer, on invoqua une fois de plus la
prétendue sympathie que Benjamin Du Plan avait pour les
inspirés. Aux dires de ses adversaires, il discréditait les pro-
testants de France en entretenant des relations d'amitié avec
ces démons, les inspirés. Court écrivit à ce sujet à Du Plan,
qui lui répondit : « Tachez de faire ramasser les 50 pisto-
« les qu'on m'a destinées. J'espère que mon voyage en
« Suisse en produira plus de deux cents à nos églises. Ainsi

(1) Bonnefon : *Benjamin Du Plan*, p. 131.

(2) Loc. cit., p. 26.

« je ne serai pas à charge et on pourra employer une partie
« de ces 50 pistoles à payer les arrérages des prédicateurs
« ou à faire relire des livres. » Court, sur l'avis de son
ami, voulut faire la collecte, mais il se heurta à un refus
général.

La calomnie avait fait son œuvre et tous prétendaient que du Plan défendait les inspirés et propageait ses idées à l'étranger. Le gentilhomme réfugié dut fournir des attestations des professeurs et pasteurs de la Suisse, exposant sa fidélité, la pureté de ses sentiments; tout cela afin de détruire les effets pernicious produits par des lettres écrites de Genève par des réfugiés vindicatifs et jaloux. Ses ennemis ne désarmèrent pas. Au synode de la même année 1726, Corteiz revint à la charge et essaya d'emporter le vote. Sans l'intervention de Court, Benjamin Du Plan était destitué de sa charge. L'acharnement contre lui était tel que l'année suivante, au synode du Vivarais 1727, la lutte recommença; peut-être espérait-on, en l'absence de Court, triompher sûrement. Ce fut le modérateur du synode, le vieux et intègre Jacques Roger qui prit la défense du délégué. Il remporta la victoire. Le synode renouvela ses instructions à son député et lui en donna de nouvelles : « Qu'entre les représentations qu'il fera de notre état aux puissances protestantes, il ne négligera pas de faire connaître à ces puissances amies et alliées de cet Etat, le pressant besoin que nous avons de leurs dons et de leurs présents pour entretenir le ministère, soit en faisant quelques fonds pour l'instruction de ceux qui voudraient se consacrer au ministère, soit pour entretenir ceux qui sont en charge, au moins jusqu'à ce qu'il ait plu à Dieu de nous faire mettre les choses en meilleur état qu'elles ne sont (chapitre 6). Il n'entreprendra rien de tant soit peu important, soit dans les négociations, soit dans les voyages, soit dans la distribution des présents qu'il pourra obtenir en faveur des prédicateurs (sans au préalable en avoir consulté messieurs, choisis par les assemblées synodales, que par leur avis et consentement) » (1).

(1) Cité par Bonnefon, page 177 et tiré de l'origine du « *Pouvoir des églises du Dauphiné.* »

Malheureusement, au moment où les protestants cherchaient à se nuire les uns aux autres, où ils se méprisaient et se jugeaient, condamnant les meilleurs d'entre eux, le cardinal de Fleury faisait recommencer les persécutions. Le jeune prédicant Alexandre Roussel fut condamné et exécuté à Montpellier. Le pouvoir, reprenant le funeste conseil autrefois déjà donné, le mit en exécution; désespérant de prendre les pasteurs par surprise ou trahison, on s'en prit à leurs familles. On enferma les femmes des prédicants dans les couvents; on mit en prison les pères de ceux qui n'étaient pas mariés, jusqu'à ce que leurs maris ou fils aient passé la frontière. Court, après avoir longtemps hésité à faire partir sa femme pour l'étranger, finit par s'y résoudre en voyant à quels dangers sa chère Rachel était exposée. Après avoir traité longuement et minutieusement la question du départ, il l'envoya à Genève. Elle y arriva en mai 1729. Le trajet, les angoisses, aggravèrent son état déjà maladif et à la suite d'une maladie de sa chère compagne, Court vint à Lausanne. Il ne devait plus retourner en France. Quoique rappelé à grands cris par ses frères et les églises, le 7 février 1730 (n° 12, p. 295), il fit venir son manteau noir de pasteur sous la croix. Malgré les plus vives sollicitations de ses amis qui comprenaient dès lors qu'il les délaissait, il refusa d'abandonner sa chère Rachel et le synode ne put que garder ses livres et ne plus payer sa pension. Pasteur actif et fidèle, il devait travailler encore, pendant de longues années, d'un autre genre d'activité il est vrai, mais toujours au mieux des intérêts de sa chère église. Continuateur de l'œuvre de Du Plan, en Suisse, il permit à ce dernier de consacrer tous ses efforts aux pays étrangers sans avoir à se soucier de recommander sans cesse son œuvre à ses amis de Suisse, et de régler l'emploi des subsides qu'il pouvait obtenir.

Les efforts du délégué aboutissaient. Les sommes recueillies devenaient fort importantes. Il demandait à tous et partout, le traitement des pasteurs de France, l'entretien du séminaire de Lausanne, l'achat de livres pour les besoins des fidèles, le rachat des prisonniers, la pension pour les pauvres huguenots dépouillés de leurs biens et obligés de

(1) Court : *Correspondance*, 1720-1732.

vivre à l'étranger; se contentant des sommes les plus minimales, quémendant la protection des grands quand leur trésor était vide. Aussi, dès 1728, Benjamin Du Plan recueillit 1.900 livres à Berne, 776 à Schaffhouse, 880 à Zurich et 500 à Bâle. L'année suivante, il envoyait en France 200 livres spécialement destinées à payer les traitements des pasteurs. A Berne, on lui faisait une pension à vie pour une victime des persécutions. Sur ses pressantes sollicitations, quelques personnes charitables acceptèrent d'entretenir à Lausanne deux proposants, mais à la condition expresse que l'on garderait le secret. Du Plan promit. Aussi lorsque Court et Corteiz lui demandèrent des comptes, se trouva-t-il dans l'embarras. Il ne voulait ni ne pouvait en conscience justifier l'absence de certaines sommes. Ses amis voulaient être tenus absolument au courant de tout; malgré les plus vives protestations de ces derniers, il refusa toujours de céder.

C. BENJAMIN DU PLAN REPRÉSENTANT DU SYNODE AUPRÈS DES PUISSANCES ALLIÉES 1731-1751.

Son rêve était d'aller lui-même dans les pays étrangers et de voir les gens auxquels il s'adressait depuis de longues années. Il était persuadé que des audiences lui seraient accordées; il espérait entretenir les rois et les princes de vive voix et obtenir ainsi beaucoup plus de leur charité. Or, il était retenu par la question d'argent. Le synode de 1727 lui commandait bien d'aller en Allemagne, en Angleterre et en Hollande, mais les églises de France étaient pauvres et des 500 livres proposées comme traitement du délégué, Du Plan ne toucha jamais rien. Il fallut attendre le synode de 1730 qui lui confirma à nouveau les ordres antérieurs. Ce dernier ne pouvant pas plus que les synodes précédents payer la somme de 500 livres, autorisa le délégué à prélever sur l'argent qu'il recueillerait les fonds nécessaires à son voyage.

Désormais le député des églises pouvait aller de l'avant et dès 1731, il partit pour l'étranger après s'être muni de nouvelles lettres de créance et d'un certificat qu'il fit établir par la « *vénérable compagnie des pasteurs*. » Avant de partir, il désira faire une dernière tournée dans les contrées qui lui avaient été si hospitalières; et fonder une grande œuvre là

où il avait tant travaillé. Il savait qu'il partait pour de longues années, peut-être se demandait-il en secret si jamais il reverrait la Suisse. Hélas! les circonstances lui furent contraires, il ne devait jamais y rentrer.

Une dernière fois il parcourut les États et les villes, recommandant aussi chaleureusement que possible le séminaire de Lausanne, les pasteurs sous la croix, à ses nombreux amis. A Zurich, il vit M. de Watteville, ami du comte de Zinzendorf; il lui fit faire la connaissance de Court. Rencontre importante, car le comte de Zinzendorf s'intéressait particulièrement aux souffrances de l'église de France et désirait être renseigné aussi exactement que possible sur leur sort. Puis il partit pour ce long voyage qui devait durer presque jusqu'au déclin de sa vie.

PREMIER VOYAGE. — CASSEL 1731.

Il gagna d'abord Cassel où se trouvait, lui avait-on dit, le roi de Suède. Ce but ne fut atteint qu'au prix de bien des peines et des privations. Voyageant étape par étape, tantôt à cheval, le plus souvent à pied, mais toujours au meilleur marché, intéressant à son œuvre tous ceux qu'il pensait pouvoir la servir. La route fut particulièrement longue.

A Cassel, le roi de Suède qui s'y trouvait encore reçut fort bien l'ancien gentilhomme. Comprenant quelle tâche ardue ce vaillant et désintéressé voyageur poursuivait, il lui donna une somme d'argent bien faite pour l'encourager : 800 livres.

Benjamin Du Plan réussissait dans ses nouvelles fonctions. C'était la meilleure réponse à ses détracteurs qui, le 4 juin 1731, écrivaient à Court par la plume de Pictet : « Je connais bien des gens qui n'approuvent pas le voyage qu'il « entreprend et qui ne le jugent pas propre à la mission « dont il s'est chargé » (1). Trois mois après (22 septembre) M. Dachs écrivait à Court qu'il avait reçu de Du Plan une lettre de Cassel où il lui apprenait « qu'il a reçu audience « du roi de Suède, qu'il a obtenu subside de 200 écus et « qu'il est parti pour la Hollande. »

(1) Court. Correspondance 1720-1732, p. 373.

DEUXIÈME VOYAGE. — PREMIER SÉJOUR EN ANGLETERRE
1731-1733.

En partant de Cassel, l'intention de Du Plan était d'aller en Hollande, mais il ne put mettre son projet à exécution. Il pensa que son voyage serait, cette année, peu fructueux, une collecte venait d'y être faite à cette époque pour les vaudois et les dons avaient été si grands et si généreux que, sans hésiter, Du Plan partit pour l'Angleterre. Il y fit son premier séjour de 1731 à 1733.

L'accueil fut excessivement froid, les gens peu charitables invoquaient d'excellentes raisons pour refuser au député. Dachs envoie à Court, le 24 février 1732, un billet de Du Plan où il est marqué que M. Du Plan a vu Milord l'archevêque de Cantorbery et M. l'évêque de Londres, que les négociations vont lentement, qu'il n'a gagné encore que de belles paroles. On prétendait que les protestants étaient tout à fait dans leur tort en voulant, malgré les édits royaux, tenir des assemblées ; que ces assemblées étaient illicites, et qu'en chrétiens fidèles, il valait mieux pour eux préférer l'exil à la persécution ; d'autres alléguaient que les collectes étaient dépensées par les collecteurs eux-mêmes et que rien ne parvenait aux intéressés (1). Le député du synode défendait devant les uns la nécessité des assemblées et protestait auprès des autres avec véhémence contre leurs accusations de mauvaise foi. Il défendait sa charge avec un grand courage, assurant que loin d'être un collecteur par métier, il l'était par zèle et que ses frais étaient à sa charge. Afin de gagner quelques grands seigneurs, lorsqu'il avait reçu de l'un d'entre eux un don pour les églises de France, il invitait le donateur et dépensait parfois plus que valait le cadeau. Une telle conduite fit qu'il se créa des amis peu à peu sans cependant obtenir un grand profit pour son œuvre. Plus tard, ses adversaires exploitèrent cette façon d'agir, mais il pouvait pourtant, dès cette époque, écrire à Court : « Je me suis
« accrédité d'une manière telle que je pourrai servir plus
« utilement nos églises et mes amis, en temps et lieu. Je
« dis en temps et lieu, car il faut savoir prendre son temps,

(1) Ces allégations ne provenaient que de gens soucieux d'éconduire Benjamin Du Plan que de dire la vérité.

« autrement on gâte tout, comme ceux qui veulent moissonner avant que le grain soit mûr ou même qu'on ait semé et labouré avec peine » (1).

Sollicitations après sollicitations, il finit par obtenir audience du roi d'Angleterre et le roi lui donna 1.000 pièces d'or avec la promesse d'une contribution semblable chaque année. Les débuts si peu encourageants étaient loin maintenant. Le député avait obtenu de sérieux avantages malgré les difficultés qu'il avait eues à surmonter. L'avenir apparaissait meilleur. Il connaissait de nombreuses familles, comptait de sérieux amis. C'est après avoir abouti à de tels résultats qu'il dut abandonner l'Angleterre pour raison de santé. Le climat des régions du nord avait ébranlé sa constitution déjà faible naturellement. Il était torturé par de vives douleurs de poitrine et par des maux de gorge. Dès que sa présence ne fut plus indispensable, il résolut de partir. De pressantes affaires le contraignirent à se rendre en Hollande. Il y débarqua à la fin d'octobre, mais dès son arrivée il dut s'aliter et garder la chambre trois mois pour rétablir sa santé compromise.

TROISIÈME VOYAGE. — EN HOLLANDE 1733-1735.

Lorsqu'il fut rendu à l'activité, il se vit placé dans un milieu fort différent de celui d'Angleterre. En Hollande il ne trouva que sympathie. Les nombreuses familles de réfugiés français accueillirent avec empressement le député du synode, notamment la famille Dangeau. Le même accueil sympathique lui était réservé par les Etats. Ceux-ci s'engagèrent à fournir annuellement 2.000 florins et cela pendant une durée de cinq ans. De plus, ils intercédèrent auprès du roi de France et obtinrent la mise en liberté de 20 galériens auxquels ils accordèrent une pension proportionnelle à l'âge et au temps passé sur les galères. Dix reçurent 300 florins et dix autres 250. Enfin, grâce à ses efforts directs auprès des particuliers, il amassa des secours pour les prisonnières de la tour de Constance et les galériens de Marseille. Le pays, étant peuplé de nombreuses familles d'émigrés, était au courant des souffrances des malheureux protestants de France. La cause des persécutés était gagnée d'avance. Ce

(1) N° 12, p. 52, 3 janvier 1732.

fait explique les succès si rapides de Benjamin Du Plan dès son arrivée.

Benjamin Du Plan ne devait point borner ses succès à l'obtention de ces subsides.

Le prince de Prusse et la princesse d'Orange traversèrent à cette époque la ville de La Haye. Du Plan, toujours à l'affût des circonstances favorables, ne laisse pas échapper cette occasion providentielle. Il se fit présenter aux illustres voyageurs; 1.000 florins vinrent augmenter les sommes recueillies. Enfin les Etats lui octroyèrent encore 800 florins en deux dons, l'un de 500, l'autre de 300.

QUATRIÈME VOYAGE. — ALLEMAGNE; EUROPE DU NORD;
RETOUR EN HOLLANDE, 1735-1737.

En octobre 1735, considérant que son œuvre était affermie en Hollande, il continua son voyage dans les pays du Nord. Il passa en Prusse. En pénétrant dans ce pays, il avait le pressentiment que son séjour serait beaucoup moins productif pour la cause protestante que les quelques années passées dans les Pays-Bas. Fidèle au devoir il renvoya à plus tard un voyage en Suisse qu'il projetait depuis longtemps et où l'attendaient ses deux vieilles et dernières parentes, sa vénérable tante et sa chère cousine.

Le voyage en Allemagne ne rapporta rien. La cour refusa aides et subsides aux églises de France. Frédéric-Guillaume sollicité voulut bien accorder une audience au délégué du Synode, mais il ne prit aucune décision favorable. Il considérait les églises de France comme rebelles envers leur roi. La diplomatie l'emportait sur le droit. Allié à la cour de France, il se considérait *peut-être* comme lié par les traités, sa sympathie pour les malheureux était cependant d'accord avec son intérêt. Il voulut bien intercéder pour les galériens de France et s'engagea ensuite à les recevoir dans ses Etats. Sans quelques subsides fournis par les villes ou quelques Etats plus libres, moins intéressés et surtout plus généreux, ce séjour aurait été infructueux. Magdebourg, Francfort, Leipsich donnèrent; Hambourg octroya au délégué des églises persécutées 150 écus.

Du Plan n'oublia pas les engagements du roi. De suite il dressa la liste des galériens et des prisonniers et, désireux

de voir cette intervention produire ses effets, il intéressa également à leur sort la cour d'Angleterre. Les efforts firent qu'en 1737, lors de son séjour en Danemark, il apprit que 12 galériens venaient d'être remis en liberté. Il avait fallu plus de deux ans à l'intervention de deux cours européennes pour faire renvoyer de leurs chaînes 12 hommes ayant souffert de très nombreuses années et dont le seul crime était d'avoir prié Dieu, ou prêté aide et assistance à de malheureux pasteurs suivis et traqués par la police comme des bêtes fauves.

La cour de Danemark où il se trouve en 1737 et où il ne fit que passer, se montra plus généreuse. Il y recueillit, en comptant les dons de quelques fidèles, 1.500 écus. Poursuivant sa route, infatigable malgré sa santé délabrée, les appels des siens à Genève, il va toujours de l'avant, défrichant des terres nouvelles. Toujours sur la brèche, il passe en Suède, arrive à Stockholm, demande audience, se présente au roi, défend les églises déshéritées, répond aux objections qui lui sont présentées et obtient, comme résultat de toutes ses peines une pension de 200 écus de la part du roi et un don de 50 ducats de la part du Sénat.

A la fin de 1737, il retourna en Hollande et en passant fit une visite aux villes qui avaient été généreuses lors de son premier passage, Hambourg et Copenhague.

Souvent rebuté, jamais lassé, il rédigea un mémoire à l'adresse du roi de Prusse. Cette fois cette tentative ne fut pas vaine, le cœur du roi fut ému et il envoya à Du Plan une somme de 200 écus « pour soulager les pauvres opprimés. »

Le député, le cœur réjoui, voyant qu'à la longue même les plus irréductibles se laissaient gagner; que si ses affaires n'allaient pas aussi bien qu'il le souhaitait dans son impatience, elles prenaient du moins une bonne tournure, écrivit alors en Suisse : « Me voici arrivé à la Haye depuis « quelques jours après une visite au pays des Goths et des « Vandales. Je crois avoir marqué, comme Dieu m'a fait la « grâce de grappiller partout, si je n'ai pas partout vendangé. « Les commencements sont partout les plus difficiles, mais « avec le temps on se fait à la guerre. J'ai eu affaire à des gens « qu'il a fallu harceler longtemps avant que de rien obte-

« nir, d'autres ont donné de bonne grâce; quoi qu'il en soit,
« quoi qu'il en coute, j'espère, s'il plaît à Dieu, avant que l'an-
« née courante soit finie, mettre les choses sur un pied qui
« subsistera et qui produira certains secours annuels, quoique
« peu considérables, parce que la charité est refroidie. » (1)

CINQUIÈME VOYAGE. — DEUXIÈME SÉJOUR EN ANGLETERRE
1738-44.

Du Plan se rapprochait ainsi insensiblement de la Suisse où il désirait retourner pour revoir ses parentes qui sollicitaient sans arrêt son retour, pour se retremper avec ses amis, pour rétablir sa santé si éprouvée par le rude climat du nord. Au moment même où il avait tout préparé pour regagner Genève, force lui fut de renoncer au doux rêve qu'il avait formé et de regagner Londres. Le devoir lui commandait ce sacrifice. De nouveaux dangers se préparaient pour lui, des peines en grand nombre, des soucis accablants, des démarches fatigantes, des devoirs peut-être encore plus pénibles que les premiers.

L'œuvre établie autrefois à Londres avec tant de difficultés venait de sombrer. La reine, la bonne protectrice et avocate de l'œuvre de Du Plan auprès du roi venait de mourir. La société qui avait été formée et dont elle était l'âme se trouvait dissoute. A la Haye Du Plan apprit que le roi ne payait plus la rente annuellement promise et que la cour, en outre, avait cessé de verser les 3.000 pièces d'or qu'elle avait coutume d'envoyer depuis la révocation de l'édit de Nantes. Que de démarches le vaillant député du Synode ne dut-il pas faire pour essayer de reconstituer, dans la mesure du possible, toutes ces œuvres détruites et obtenir à nouveau les dons d'autrefois! Du Plan est très sobre sur ce sujet. Il dit simplement qu'au bout de 8 mois il n'avait pas encore abouti. A la suite d'une audience où il exposa à nouveau les besoins de l'église il rappela au roi sa promesse d'antan, le monarque s'engagea à donner chaque année 1.000 pièces d'or. Heureux de ce premier résultat, il fit une collecte pour les pauvres galériens ainsi que pour les prisonnières de la Tour de Constance. Cette seconde tentative réus-

(1) *B. du Plan*, par Bonnefon, p. 235.

sit pleinement. Ces dernières démarches le conduisirent jusqu'à l'époque de la mort de Frédéric-Guillaume de Prusse.

Du Plan savait que le fils n'était pas comme le père en relations d'amitié avec la cour de France. Il résolut d'agir et essaya de mettre à profit les circonstances pour influencer Louis XV. En attendant la réponse de Frédéric II, alors en campagne en Sibérie, il passa l'hiver à Londres 1741.

Pendant cet hiver, l'envoyé des églises s'employa à collecter pour les captifs et les captives de France. Aussitôt le printemps revenu, Du Plan comptait abandonner l'Angleterre et regagner la Suisse, Genève l'attirait et son œuvre à Londres lui paraissait reconstruite.

L'homme propose et les événements disposent du sort de chacun. Benjamin Du Plan ne reçut pas en 1741 le don annuel du roi. Georges II se trouvait en Allemagne, le trésor était vide, le ministre des finances ne voulait absolument pas donner un seul schelling. Il dut employer toute son énergie pour obtenir les 1.000 écus promis. Le député du Synode proposa, croyant servir l'intérêt des églises de France, au ministre des finances un arrangement par lequel la contribution royale serait réduite à 500 écus, mais assurée par une fondation et payée régulièrement. Lord Wilmington promit naturellement mais l'année suivante le trésor fut aussi vide que précédemment. Le fond n'étant pas constitué, la somme promise ne fut pas versée.

Benjamin Du Plan comprit alors la faute qu'il avait commise en proposant une transaction. Profitant alors de ce que les engagements n'avaient pas été tenus, il se reconnut le droit de réclamer au roi la somme consentie par lui dans la dernière entrevue. Lord Wilmington reçut l'ordre de payer la somme, mais il fut froissé et mécontent contre cet importun solliciteur qu'il considéra, à tort, comme responsable de l'ordre et du blâme du prince.

A toutes ces difficultés vinrent s'ajouter pour Du Plan des peines personnelles. Sa nourrice qu'il aimait tendrement et qui, à diverses reprises, l'avait réclamé en Suisse, était morte dans le courant de 1741. L'année suivante c'était sa tante qui lui était ravie après avoir vainement attendu le retour de son neveu. Enfin un dernier chagrin le frappait en 1743, sa sœur décédait à son tour.

Au moment même où accablé par le chagrin et par l'âge, il se trouvait sans famille pour le soutenir et l'encourager, il devait subir une fois de plus l'ingratitude de cette église pour laquelle il avait tout sacrifié et les atteintes de la méchanceté d'hommes jaloux de son succès.

DU PLAN LUTTE CONTRE SES ADVERSAIRES ; SA DESTITUTION.

En 1744, les affaires faites par Du Plan étaient si considérables qu'elles exigèrent à Londres l'établissement d'un comité spécial chargé de correspondre avec le comité de Genève. Ce premier comité, qui devait immédiatement entrer en conflit avec le député fut composé de Schaub, Vernon et du pasteur français Serces. Ce Serces qui tout d'abord avait ri des efforts du délégué synodal, disant que la tentative ne réussirait pas vu le peu de capacité du député ou le mauvais vouloir des gens, devint furieux par la suite quand il put constater que sa prédiction ne se réalisait pas. Les magnifiques résultats obtenus excitèrent sa jalousie et le rendirent hostile. Tout de suite il s'efforça de ruiner le crédit du vaillant gentilhomme.

Serces souleva une fois de plus la question des inspirés. Il déclara que l'œuvre était maintenant terminée en Angleterre; que Benjamin Du Plan pouvait la laisser vivre par elle-même; que le député menait un trop grand train et que les dépenses faites produisaient sur les esprits plus de mal que de bien.

Du Plan ne pouvait que difficilement se soustraire à ces accusations. Dans sa jeunesse il avait été favorable aux inspirés. Pour la plupart des gens il les défendait lorsqu'il établissait une distinction entre les bons et mauvais inspirés; par cela même il était toujours suspect. La question encore une fois soulevée, Du Plan fut immédiatement condamné. Le comité de Genève rappela le député sur le rapport de Serces. Les ennemis de Du Plan en France, battus autrefois dans deux synodes successifs, revenaient à l'assaut et ils furent assez puissants et persuasifs pour faire condamner et déposer Du Plan malgré Antoine Court. Ce dernier fut même nommé à la place de son vieil ami et collaborateur.

Benjamin Du Plan garda rancune à tort à Court de ce

rappel. Il pensa que celui-ci était particulièrement intéressé à cette destitution. Il fit appel devant un autre synode. Fort de son bon droit, il n'hésitait pas à remettre définitivement son sort entre les mains de jeunes pasteurs qui le connaissaient à peine. Privé de ses anciens et fidèles amis, il exposa les services rendus, les efforts tentés, les résultats obtenus et ceux à espérer dans l'avenir et finalement démontra que Serces était animé par la haine et l'envie.

En opposition à ceux qui l'accusaient de ruiner les églises de France, il montra l'extension de l'œuvre exigeant la création d'un second comité pour dégager celui de Genève. Le synode reconnut le bien fondé de la requête de Du Plan, lui donna raison et le maintint dans sa charge. Mais vu son âge et la grandeur de la tâche, la nomination de Court fut ratifiée mais avec le titre d'adjoind.

Du Plan maintenu dans sa charge et ruiné, demanda à l'Hoirie de Genève de lui assurer une situation pour sa vieillesse. Ce fut alors un tolle général. Du Plan s'aperçut combien son ami le professeur Polier, avait raison en lui disant qu'il ne devait compter que sur lui-même pour ses vieux jours. Tant que le vieux gentil-homme avait pu se suffire, laissant son traitement de côté, personne ne lui avait été reconnaissant de son sacrifice. Bien plus, les Eglises de France voulaient régler ses dépenses dont elles ne faisaient pas les frais.

LES DERNIÈRES ANNÉES DE BENJAMIN DU PLAN; SA MORT 1751-1763.

Lorsque le député arriva au déclin de la vie et qu'il réclama une infime partie des sommes qui auraient dû lui être payées, ses prétentions parurent exagérées à l'Hoirie de Genève. L'Hoirie refusa d'accorder la retraite demandée. Benjamin Du Plan fit valoir ses services. Il produisit ses comptes, demanda des arbitres et des experts et attendit avec patience et confiance le résultat. Enfin en 1751, on trouva ses prétentions justifiées et on s'engagea à lui payer une somme de 100 pièces par an pour les années écoulées depuis 1731 jusqu'à ce jour, plus une somme de 700 écus dont 300 payables immédiatement — les versements étaient justes suffisants pour lui permettre de solder des dettes et

des emprunts — et enfin une pension annuelle de 50 écus. La réclamation du représentant du Synode était donc acceptée. Pourtant cette somme d'argent lui fut seule versée et à une longue échéance encore, car Du Plan voulut bien se gêner, accepter les conclusions des experts qui déclarèrent que l'intéressé ne pouvait réclamer tout l'arriéré et tout d'un coup, sans ruiner l'œuvre à laquelle il avait consacré son temps, sa santé sa fortune.

Les chagrins que lui occasionnèrent ces longs et pénibles démêlés avec l'Hoirie et les Synodes, les douleurs qu'il éprouva en voyant son honorabilité suspectée achevèrent de détruire sa santé déjà fort compromise, sa vue surtout fut attaquée et il faillit même perdre l'œil droit. Pendant sa maladie longue et douloureuse, il fut secouru par une veuve, M^{me} Denman. Revenu à la santé et complètement rétabli il se fiança avec elle; le mariage fut célébré le 4 novembre 1751 avec comme témoins, Pierre Gaussen, Polier de Bottens, André Bousquet.

Sa vie active est terminée dès cette époque. Il joua cependant encore un rôle mais bien insignifiant en comparaison de l'œuvre accomplie autrefois. Pendant la grande persécution qui va de 1745 à 1752, il fut en correspondance suivie avec les prédicants du Languedoc. Il les encouragea et se montra toujours prêt à les accueillir si la nécessité les obligeait à s'exiler. Beaucoup subirent son influence.

Lui-même approchait du terme de sa vie. Les rangs s'éclaircissaient autour de lui. Il vit tomber les amis qui avaient lutté avec lui. Coup sur coup il apprit le décès de ceux qui lui étaient le plus chers.

Le 2 avril 1760, Court de Gebelin lui annonçait la mort de son père, le décès du professeur Polier de Genève, celui de M. Sarrazin dans la même ville. En France, c'était en février le départ de Redouvet, pasteur à Montpellier, enfin en avril le décès du trop fameux et « célèbre Boyer ».

Lui-même, sentant la mort approcher, essaya de mettre la vie de sa femme et celle de ses deux enfants à l'abri de la misère et du besoin, et il essaya de rassembler les débris de sa fortune engloutie ou détournée. Il pria le maréchal d'Alais son ami et son cousin de Fabre de lui envoyer ce qui lui revenait ou pouvait lui revenir de la fortune de son

père. Hélas ! l'héritage qui lui faisait retour était bien peu de chose. Le noble gentilhomme et seigneur du Caïla en écoutant la voie de sa conscience s'était ruiné et ne pouvait hériter du bien de ses aïeux. Malheureusement pour lui la mort avait surpris son père au moment où, comprenant que son fils était exilé à toujours, il se disposait à mettre ses affaires en ordre et à lui assurer sa part d'héritage. Enfin la mort à son tour le prit. Il s'éteignit dans les premiers jours du mois de juillet 1763.

Sa vie s'acheva dans la retraite la plus silencieuse. Ses amis l'avaient précédé dans la tombe. Personne, pour ainsi dire, ne le regretta et cependant quel bien n'avait-il pas fait aux églises de France !

Gentilhomme de naissance, appelé aux plus hautes destinées, il avait renoncé volontairement à toute gloire, à toute fortune, à tout honneur. Au lieu de jouir d'une quiétude complète, il avait préféré la vie âpre du prédicant. Patriote et jadis serviteur aux armées du roi, il avait mieux aimé s'exiler, être traqué, proscrit plutôt que de renier ses convictions.

Il avait compris, dès 1713, qu'il y avait nécessité urgente à rendre au protestantisme son ancienne organisation ; que l'état déplorable des églises de France devait être modifié alors que cela était encore possible. Les assemblées n'étaient plus fréquentées parce qu'elles étaient tenues par des ignorants ou des fanatiques. Il sut comprendre le premier avec Court que là était la racine du mal. Il s'associa de bon cœur et promptement à l'œuvre de son ami car les choses allaient mal. La cause de ce désordre était les fameux inspirés des Cévennes et du Languedoc. « Nos premières courses, « écrit Court, eurent pour théâtre le Vivarais. Ici les gibets « et les échafauds étaient encore ensanglantés de l'exécution « des vieux protestants que l'esprit du fanatisme avaient conduit dans celui de la rebellion. Ici se trouvaient quelques « hommes et une quinzaine de femmes ou filles qui au titre « de prédicants réunissaient celui de prophètes. Je craindrais « de n'être pas crû si je rapportais tout ce que ces esprits « fourbes ou séduits disaient de puéril ou d'indigne et de « déshonorant pour la religion. Je m'attacherai à convaincre « les premiers d'imposture et à ramener les autres par mes

« instructions. Bientôt je passai, comme un autre Elie, pour
« être le fléau des prophètes avec cette différence que mon
« zèle n'était point destructif, qu'il se bornait à convaincre et
« à instruire. Il fait la guerre à Dieu, disaient au commen-
« cement tous ceux qui croyaient à l'inspiration. Mes dis-
« cours ne laissèrent pas d'être accompagnés des plus heu-
« reux succès et mes progrès d'être des plus rapides. Dans
« peu de temps le fanatisme n'osa plus reparaître en public;
« ceux qui en conservaient encore la teinture ne s'en entre-
« tenaient plus qu'en secret. Il n'était pas rare de voir dans
« les assemblées si peu nombreuses qu'elles fussent deux
« ou trois femmes, quelques fois des hommes tomber en
« extase et parler tout bas à la fois comme les Corinthiens
« à qui Saint Paul adresse ses censures » (1).

Benjamin Du Plan réussit avec Court dans l'œuvre entreprise. Les assemblées furent recommencées et suivies, alors il fallut lutter contre le pouvoir civil qui usait de tous les moyens pour faire taire les voix autorisées qui restauraient la religion proscrite. Dans cette lutte encore le succès couronna ses efforts.

Enfin, comme il ne suffisait pas de reprendre les anciennes traditions, mais qu'il fallait des hommes instruits et courageux pour guider et soutenir les foules et leur servir d'exemples, Du Plan comprit avec Court que la fondation à l'étranger d'une œuvre pour former les pasteurs et les prédicateurs s'imposait. A ses risques et périls tout d'abord et ensuite avec l'autorisation officielle des synodes, il porta les plaintes des malheureux persécutés jusqu'aux trônes des rois.

Avec ses modiques ressources, limitées par suite de la confiscation de ses biens en France, il visita l'Allemagne, la Suisse, l'Angleterre, la Hollande ainsi que les autres pays du nord. Son but était d'affermir sur des bases aussi solides que possible la fondation de son œuvre en Suisse : le Séminaire de Lausanne. A l'étranger il voyait mieux les effets de la politique royale et savait mieux que ses amis de France combien la persécution durerait, il prévoyait longtemps à l'avance

(1) Collection Court. Tome XXVII contenant les papiers relatifs à l'affaire Du Plan.

le résultat que produirait un édit. Il savait que le protestantisme de France ne vivrait qu'autant qu'il y aurait toujours des prédicateurs nouveaux pour remplacer les anciens mis à mort, lassés par la lutte ou même indignes. Cette raison seule le conduisit à travers tous les pays de l'Europe et l'amena à faire le sacrifice de sa santé.

En retour de son dévouement, il ne fut payé que par des médisances, des calomnies, des accusations mensongères. Bienheureux encore quand on lui permettait de se disculper !

Malgré tous ces déboires, il put pourtant se réjouir en voyant qu'envers et contre tous son œuvre prospérait, prenait une extension considérable, que ses vues étaient justes, que le protestantisme se maintiendrait en France grâce aux jeunes pasteurs qui, formés à Lausanne en toute sécurité, prendraient à leur retour la direction de l'Eglise que les Court, les Boyer, les Roger ne pouvaient plus diriger.

DEUXIÈME PARTIE

Le Séminaire de Lausanne

CHAPITRE PREMIER

La Fondation

Dans notre introduction (v. p. 5-7-10), nous avons esquissé l'état politique et religieux de la France. Le tableau de la situation de l'Eglise protestante n'est pas brillant. Les persécutions des gouverneurs des provinces, la clémence du maréchal Villars et sa diplomatie corruptrice, la rudesse du maréchal Berwick ont lassé, usé, fatigué le protestantisme français. Les églises sont plus ou moins dispersées, troupeaux sans bergers, elles sont livrées à elles-mêmes, sans guide, sans direction spirituelle. Les conducteurs sont morts ou se sont trouvés dans la nécessité de fuir en terre étrangère.

Les postes laissés vides par la persécution où la mort, furent occupés par les inspirés, cette autre plaie de l'église, née elle aussi de la persécution, et qui faillit faire sombrer le protestantisme. L'église ne fut sauvée que grâce à l'intervention énergique de Court et Du Plan. Comme au temps de la grande insurrection cévenole, les prédicateurs surgissent de toutes parts. Hommes, femmes se lèvent dans les assemblées du désert et prophétisent contre les persécuteurs, prêchent la repentance, la sainteté et l'amour ⁽¹⁾. La licence de s'ériger en prédicateurs était telle que quiconque en formait le dessein pouvait l'exécuter sans obstacle,

(1) Ferdinand Hugues. Histoire de la Restauration du protestantisme en France.

qu'hommes, femmes, tout le monde se mêlait du métier ⁽¹⁾.

Chaque prédicant avait ses adhérents, son église. Il prétendait que sa secte était la bonne en tant qu'inspirée. Il y a lieu de croire, écrivait Court à Corteiz (21 décembre 1720), qu'autant de jours, autant de divers sentiments.

Ces prophètes avaient une dogmatique à eux, renouvelée du genre montaniste; l'esprit était tout. Dieu, le Père, avait accompli son œuvre; Jésus avait rempli son ministère; maintenant c'était au Saint-Esprit à travailler dans le monde. La Bible et l'Écriture ne leur suffisaient plus : « Nous regardons ces livres comme des ouvrages d'hommes » et par conséquent apocryphes, nous n'y ajoutons point « de foi » ⁽²⁾. A l'appui de leurs théories, ils citaient l'A. T., les épîtres de Paul, les Pères, les Réformateurs et leur expérience personnelle. Le don de prophétie était éternel : Jean-Baptiste est le plus grand des prophètes et cependant il n'a fait aucun miracle. De tels hommes troublaient l'ordre de l'église. Ils attaquaient les sacrements, censuraient les ministres, induisaient en erreur les gens peu instruits et parfois étaient un véritable danger pour les simples d'esprit : « que la plupart des gens qui ont donné là dedans » sont dans de grandes agitations » ⁽³⁾.

Rarement les prophéties des voyants se réalisaient, et cependant tout le monde croyait en eux. Les protestants sans pasteurs étaient affermis par eux dans leur foi, car ils parlaient avec une confiance qui en imposait et attaquaient les ennemis de l'église en s'appuyant sur des paroles de l'Écriture Sainte qu'ils avaient sans cesse sur les lèvres.

Les inspirés ne sont pas les plus sérieux, ni les plus fermes. Beaucoup cherchent à en imposer. Aux galères ils résistent peu aux bastonnades. Ils sont loin d'être les plus forts et sont incapables de remonter le moral de leurs compagnons d'infortune. Beaucoup de femmes inspirées conduites en prison à Carcassonne, allèrent à la messe et se tiraient ainsi des douleurs d'un emprisonnement perpétuel ⁽⁴⁾.

Telle était la situation intérieure de l'église protestante.

(1) Ferdinand Huges, p. 176, au XVIII^e siècle, T. I., p. 174.

(2) Lettre de Corteiz, 12 mars 1723. Manuscrit Court.

(3) Manuscrit Court. Lettre de M^{lle} Symond à Court, 15 mars 1721.

(4) Manuscrit Court. Lettre de Pierre Muret 1713.

Nous avons parlé ci-dessus (p. 14) de la lutte de Court avec les inspirés. C'était la première partie de son œuvre. Il fallait maintenant accomplir la seconde. La plaie était en voie de cicatrisation, il fallait refaire les tissus. Les efforts de Court n'avaient pas été inutiles. En 1728, il y avait en Languedoc et en Dauphiné 120 églises de plusieurs villages chacune. Le manque de pasteurs se faisait cruellement sentir et comment former les jeunes qui avaient reçu vocation?

Court adressa alors un appel aux ministres étrangers. Les pasteurs des provinces au-delà des frontières ne répondirent pas à ce cri de détresse. Le pasteur Ulrich écrivit à Court : « Il nous est impossible de vous envoyer des ministres, « mais peut-être que les classes du Pais de Vaud ou celles « de Berne le pourraient faire, quoiqu'avec bien de la peine. « Vous êtes en état d'en créer vous-mêmes, des ministres, « et de les prendre du milieu de vous, ne devenez donc « jamais lâche en défaillant en vos courages » (1). D'autre part, le 19 octobre 1725, M. Piérier écrivait à Court : « Quelques-uns pensaient que vous devriez envoyer quelques-uns de vos proposants en Suisse ou autre part pour y « étudier : car il ne conviendrait pas que dans une ville « comme Genève, où nous sommes si fort en vice, il y en « eût souvent. Cela pourrait vous faire des affaires fâcheuses » (2).

D'un autre côté, les besoins des églises étaient pressants. Le pasteur Roger écrit en 1726 (janvier), au sujet des affaires de son église : « Les nôtres, dit-il à Court, n'iraient pas « mal et nous pourrions tous les jours nous étendre, mais « nous aurions besoin du secours de vos proposants habiles « et zélés et ils seraient aussi chargés que qui que ce fut de « nous-mêmes par l'état que j'ai envoyé à votre député, je « lui ai fait voir que nous aurions besoin d'être 10 ou 12 » (3).

Ainsi donc le besoin urgent de prédicateurs se faisait sentir. Où et comment réaliser la pensée commune de Court et de Benjamin Du Plan? Où trouver ce séminaire? On ne

(1) Lettre du pasteur Ulrich à Corteiz et à Court. Ant. Court, registre des correspondances, 1720-1732, p. 152. 10 mars 1725.

(2) Loc. cit. p. 181.

(3) Loc. cit p. 187.

pouvait plus songer à la France et le patriotisme d'Antoine Court qui ne répugnait pas sans doute à accepter l'intervention des ambassadeurs anglais ou hollandais lors des traités de paix ou d'alliance, ne voulait pas faire préparer des pasteurs français dans des pays parfois en guerre avec leur patrie. Restait la Suisse. Mais Genève avait trop à redouter du puissant roi son voisin, tandis que Lausanne, sous la domination des bernois alliés, plus indépendants de la France, réunissait toutes les conditions de simplicité de mœurs, de langage et de proximité. Depuis 1729, le séminaire plutôt toléré que reconnu fut la grande préoccupation d'Antoine Court établi en Suisse. Il devait donner pendant plus d'un siècle à l'église réformée — aussi persécutée que jamais durant la bonne moitié de cette période — des ministres instruits, intrépides et infatigables. Leur directeur remarquait avec bonheur que chaque nouvelle d'un martyr amenait une ou plusieurs vocations de plus. Ce qu'il leur souhaitait de plus, c'était l'esprit du désert. « Par esprit du désert, j'entends
« un esprit de mortification, de sanctification, de prudence;
« un esprit de réflexion, de grande sagesse et surtout de
« martyre qui, nous apprenant à mourir tous les jours à
« nous-mêmes, nous dispose à prendre courageusement la
« vie dans ses tourments et sur un gibet, si la Providence
« nous y appelle » (1).

Désormais les pasteurs, sous la direction de maîtres zélés et dans une sécurité relative, allaient pouvoir se préparer à leur rude tâche. Voici comment ce préparaient, avant cette date, les ministres de l'Evangile : Les futurs ministres sous la croix, avant d'être envoyés à Lausanne pour perfectionner leurs études ou « leurs lumières » (c'était le mot consacré dont se servaient les synodes), passaient quelques années au désert en qualité d'élèves étudiants ou proposant sous la direction d'un pasteur désigné par les synodes. C'était un excellent moyen de connaître leurs talents, leurs aptitudes et surtout de les familiariser avec les privations, les fatigues et les périls de leur vocation. On s'assurait ainsi par ce rude apprentissage qu'ils seraient capables d'affronter ce martyre, si Dieu les y appelait : ils

(1) *Encyclopédie des sciences religieuses*. Lichtemberger. Antoine Court.

n'étaient reçus et consacrés qu'à ce prix. On eut même la pensée de fonder des espèces de séminaires intérieurs en Dauphiné et en Languedoc et le projet eut un commencement d'exécution dans quelques moments d'accalmie (c'est ainsi qu'étudièrent Paul Rabaut et Jean Pradel sous la direction de Jean Bétrine). Le 29 août 1731 (A. Court : *Correspondance* 1720-1732, page 395), Corteiz écrit à Court et lui résume ce qui s'est passé au Synode National du 25 août 1731. Il y avait les députés : des Cévennes, du Languedoc, du Vivarais, ceux du Dauphiné manquaient.

« Les députés du Languedoc produisirent des articles qui
« furent trouvés de bon goût, en particulier, l'établissement
« d'une école ambulante dans chaque corps synodal. En
« sorte que chacun de ces corps aura son école et pourra
« avoir 4 écoliers ou étudiants. Le plan en est dressé, le
« choix des livres est fait, la dépense est calculée. Il y a 5
« corps synodaux : Dauphiné, Vivarais, Bas-Languedoc,
« Cévennes, Haut-Languedoc. Chaque corps aura le pou-
« voir de choisir entre les pasteurs ceux qui seront le mieux
« en état d'instruire les jeunes étudiants. Les étudiants
« seront choisis et élus dans des assemblées notables. Les
« synodes établiront chaque année des pasteurs pour exa-
« miner dans le cours de l'année une fois et les pasteurs
« qui enseignent et les disciples enseignés et la doctrine
« enseignée. » Le 4 juillet (A. Court, *Correspondance* 1720-1732, page 385.) M. Bétrine écrit à Court à Lausanne.

Il lui dit que M. Corteiz leur a proposé le projet d'une école ambulante formé sur celui qu'on exécute en Dauphiné. Les raisons de ce projet sont :

« 1^o Qu'on éviterait par là les dangers que l'on court en
« allant dans les pays étrangers et en revenant.

« 2^o Que les frais qu'il faut faire pour un seul étudiant
« suffiraient pour trois.

« 3^o Que ceux que l'on instruirait se formeraient à la
« piété, ne risqueraient pas, dans le désert, de prendre de mau-
« vaises impressions, ni les mœurs, ni des idées hétérodoxes.

« 4^o Que nos amis aimeraient mieux que ceux pour les-
« quels leurs dons sont destinés en profitassent en France que
« dans aucun endroit des pays étrangers.

« Toutes ces raisons, dit M. Bétrine, me paraissent fort

« bonnes, dans la supposition qu'il se trouva quelqu'un parmi
« nous capable d'instruire les jeunes gens qui voudront se
« destiner au Saint Ministère en faveur de nos églises affli-
« gées. »

Antoine Court prodiguait ses encouragements dans ce sens et s'engageait à trouver des moyens de fournir à l'entretien, en tout ou en partie, des élèves qui composaient ces établissements, qui ne devaient comprendre que 12 étudiants. La persécution qui sévissait presque constamment ne tarda pas à disperser maîtres et élèves. Le synode du Bas-Languedoc de mai 1757, remit à flot le projet et choisit pour directeur Pierre Puget. Mais ce séminaire du Languedoc ne dura pas une année et le professeur, quoique aimé par ses étudiants, préféra reprendre ses fonctions pastorales; le synode de 1758 ne lui donna pas de successeur (1).

Ce fut, en 1727, grâce à Antoine Court et à Benjamin Du Plàn qui sollicitait auprès des puissances étrangères des secours matériels, qu'un séminaire protestant est fondé à Lausanne. Cet établissement fut une pépinière d'où sortirent un grand nombre de prédicateurs qui vinrent en France relever et affermir les églises, mettre à leur service leur énergie, leur foi et qui allèrent, parfois, jusqu'au sacrifice de leur vie.

C'est dans cet établissement que Court de Gébelin fit ses études et y révéla de brillantes aptitudes pour les sciences. Il se fit consacrer à Lausanne. En 1754, il fut nommé professeur suppléant de logique et de morale au séminaire de cette même ville.

Paul Rabaud fit aussi une partie de ses études au séminaire de Lausanne après avis du synode du Bas-Languedoc. Il arriva à Lausanne au mois d'août 1740 et ne resta que six mois dans cette ville. Il fut, avant son départ en février 1741, consacré « en chambre, » donc sans éclat ni publicité, après permission des seigneurs de Berne (cf. ci-dessus p. 22) (2).

(1) La vie des étudiants au désert, d'après la correspondance de l'un d'eux, Simon Lombard (1756-1763), par Ch. Dardier, Genève 1893, p. 3.

(2) Lausanne était dans la dépendance des seigneurs de Berne.

CHAPITRE II

Histoire du Séminaire

Il ne serait pas juste vraiment de laisser à Antoine Court seul la gloire d'avoir fondé le Séminaire de Lausanne. Benjamin Du Plan y a grandement contribué. Ses démarches, ses lettres montrent son activité dirigée dans ce sens. C'est lui qui vit ces messieurs de Berne et qui obtint la permission d'ouvrir en secret l'établissement demandé (cf. plus haut p. 22). Il précéda de cinq années son ami en Suisse et employa toute son énergie à atteindre ses fins. Court ne vint à Lausanne qu'en 1729. Il devint le directeur du Séminaire et fit en cette qualité un voyage à Berne pour remercier les protecteurs de l'œuvre. Benjamin Du Plan devenu enfin d'une manière effective le député des églises allait soutenir par les dons qu'il allait provoquer l'œuvre qu'il avait contribué à affermir et à fonder.

Dans les mémoires de Court relatifs à l'affaire Du Plan, Court après avoir exposé tout au long les misères de l'Eglise de France, avoir indiqué les moyens d'y remédier et expliqué le but de la fondation d'un séminaire qu'il projetait, dit que la députation de Du Plan naquit des besoins que faisait naître la création du séminaire : « Je connaissais son zèle, sa piété, « son désintéressement » dit-il de Du Plan. Grâce à ses efforts Du Plan fut nommé non sans difficulté. « C'est un fait « incontestable qu'après Dieu, c'est à moi que M. Du Plan « doit sa communion. Il a su lui-même combien de soins « elle me donna et combien d'obstacles j'eus à surmonter. » Court ne s'était pas trompé dans le choix de son auxiliaire. Nous avons vu dans la première partie de ce travail quels efforts il dut faire et quelle persévérance il sut avoir pour assurer la vie de cette œuvre.

Nous pourrions relever dans la correspondance de cette époque une foule de notes relatives à la mission de Du Plan et au succès qu'on en attendait. Cortiez accusant réception

d'une lettre de Court (1725), dit l'avoir reçue dans une fort considérable assemblée et l'y avoir lue et relue. Il est charmé d'y apprendre que MM. Du Plan et Chapel soient allés faire un voyage de collecte en Suisse ⁽¹⁾. Le 6 mai 1725 Cortiez écrit à Court au sujet de Du Plan et lui parle des grandes espérances que le député fonde sur sa mission. Du 8 mars 1726 autre lettre de Cortiez à Court. Le député des églises lui a donné des nouvelles de sa mission lui annonçant que tout marchait bien au moment où il lui écrit. En 1729 Turretin écrit à Maurice Vial : « M. votre député fait tout ce qu'il
« peut pour votre service. Son zèle et ses soins sont à toutes épreuves, rien ne serait plus juste que de pourvoir à
« son entretien par une pension convenable. Nous l'aurions
« fait selon nos désirs si nous en avions eu les moyens, mais
« la force nous manque. Tout ce que nous pouvons faire,
« c'est de lui donner de temps en temps quelques deniers
« pour pourvoir aux frais de voyages qu'il est obligé d'entre-
« prendre pour le bien de vos affaires » ⁽²⁾.

C'est l'activité de Du Plan qui permet une extension du séminaire. « Dès que le séminaire devint important et que
« les sommes recueillies par le député des églises furent un
« peu considérables, il se forma à Genève un comité composé
« des bienfaiteurs de l'œuvre. La mission de ce comité fut
« non seulement de recevoir et de répartir les sommes collectées, mais encore de surveiller à Lausanne les études
« des jeunes gens qui s'y trouveraient » ⁽³⁾. Du Plan nous apprend lui-même la création de ce Comité dans une lettre en date du 19 mai 1729. « Il y a des personnes hors de tout
« soupçon d'imprudence et d'infidélité, que nos bienfaiteurs
« ont choisis et que leur charité seule a engagé à accepter
« cet emploi de recevoir et de distribuer les deniers accordés » ⁽⁴⁾.

*
* *

La direction de ce séminaire n'était pas une chose aisée. On manquait de tout. L'argent venait avec difficulté. Les livres manquaient pour les études. En 1750 Court écrivait à

(1) A. Court. Correspondance 1720-1732, p. 173.

(2) A. Court. Correspondance 1720-1732, p. 291.

(3) Bonnefon Benjamin Du Plan, p. 186-187.

(4) N° 12 p. 261.

Roger : « Pour le séminaire, il serait nécessaire d'avoir un « certain nombre de livres de théologie, de morale, d'histoire, de sermons... et je vous prierai, Monsieur et très « honoré frère, de prendre cet article en considération comme « fort intéressant » (1). Quant aux étudiants jamais on ne vit dans une institution un groupe moins homogène, plus disparate. Comme l'écrit Court : « Mes soins se portèrent de tous « côtés pour déterrer des jeunes gens qui voulussent se consacrer aux vues que je me proposais. J'en tirai de la char-rue, des boutiques des artisans, de celles des marchands « et de derrière les banes des procureurs. Il y en avait qui « ne savaient même pas lire et à qui je servis tout ensemble « de maître d'école et de catéchiste pour les instruire dans « la religion (2). En leur apprenant celle-ci, je les formai en « même temps à la prédication. Plusieurs dans la suite « furent d'actifs ministres et servirent utilement l'église » (3).

Le temps des études semble avoir été très limité. Dès le début de l'ouverture du séminaire on se rendit compte de l'insuffisance de la durée des études. Des lettres de Turretin, de Maurice Vial, parlent de la nécessité de prolonger les études et d'en porter la durée à deux ans, disant que c'est une réclamation qui s'élève de toutes parts. Ouvrir l'esprit à ces étudiants n'était pas chose facile. Des soins assidus et une méthode appropriée conduisirent au résultat désiré :

1° Leur ouvrir le jugement et le raisonnement par la lecture et l'explication des catéchismes qui leur sont les plus familiers. Ensuite, par des plus étendus et après par des cours de théologie et de morale;

2° Parce qu'il leur serait trop fatigant de les tenir toujours à cet exercice, avoir des heures pour leur faire lire l'écriture sainte, leur faire remarquer les matières d'un chapitre, la liaison et la division d'un texte et pour les heures de récréation leur faire considérer l'histoire sainte et leur donner des leçons de musique.

Les cours assez rudimentaires au début se perfectionnèrent avec les années. Le nombre des professeurs d'abord

(1) Lettre de Court à Roger, 2 septembre 1750.

(2) Tel était en particulier un nommé Jean Caubès, ministre en 1752 dans les Hautes-Cévennes.

(3) Collection Court. Tome N° 37. Papiers relatifs à l'affaire Du Plan.

insuffisant lui aussi s'augmenta. Court, le professeur Polier, le professeur Sarckli, plus tard Court de Gébélins consacrerent leur vie à la préparation des étudiants. En 1788, on compléta le cycle des études en ajoutant aux cours déjà existants des cours nouveaux : philosophie, latin, grec.

Le succès ne tarda pas à répondre à l'initiative des fondateurs. D'un côté le nombre des proposants se multipliait, d'un autre côté les demandes des églises ayant besoin de prédicateurs se faisaient de plus en plus pressantes. La correspondance de cette époque est pleine de notes dans le genre de celles-ci : « Mon ministère n'est point inutile par la grâce de Dieu, dans cette province, m'écrit Pradon, ministre en Poitou... j'ai découvert grand nombre de protestants qui répondent à mes vues. Ils ne manquent aucune assemblée et témoignent de beaucoup de zèle et de piété. Il y a 30 églises que j'ai réduites depuis le mois d'août de l'an 1744 en 12 arrondissements qui forment chacun une assemblée de 6 à 7.000 personnes et lorsque j'administre la Sainte Cène, on m'assure que ce nombre va jusqu'à 9.000... Soyez persuadé que j'ai de l'ouvrage pour occuper 10 ministres et malheureusement je suis encore seul. Quand il ne s'agirait que de baptêmes et de mariages, je n'y saurais suffire, j'en ai célébré des uns et des autres depuis quel que temps un nombre de 304. La seule semaine dernière du 9 au 21 j'ai baptisé 25 enfants. On m'appelle de toutes parts, même des provinces voisines. Jugez par là de mes peines et travaillez à me procurer quelqu'un... » (1). Le professeur Polier en 1746 écrit à Roger : « Malgré tout, non seulement les assemblées continuent de jour et de nuit, mais de plus le nombre de ceux qui se consacrent à cet office augmente chaque jour » (2).

« La Provence ne peut se passer d'un autre pasteur. Le Vivarais de deux, les Cévennes de six, le Bas-Languedoc de quatre. Il en manque au moins deux en Agenois et un dans l'Aunis; c'est 16. Ajoutez-en au moins quatre pour les missions abandonnées ou en friches et vous aurez vingt contrées dénuées de pasteurs et qui en ont le besoin le

(1) Lettre de Court à Roger, 24 septembre 1745.

(2) Lettre du professeur Polier, 23 août 1746.

« plus pressant. Les églises augmentant si considérablement,
« il est infiniment à désirer que le nombre des étudiants
« augmente ici » (1).

Le nombre des étudiants à cette date est encore insuffisant. dans la même lettre Court de Gébelin dit : jusqu'ici dans le séminaire il y en a (des étudiants) de 16 à 20. Ce n'est rien pour en fournir à 14 provinces ecclésiastiques et à celles que l'on établirait; si l'on avait des secours, il faudrait 30 séminaristes; ils ne restent dans le séminaire que 3 ans, il leur en faudrait 6. Malgré cette note pessimiste le nombre des étudiants était considérable. Nous avons cité (23 août 1746) la lettre du professeur Polier à Roger. Il lui dit encore dans cette missive : « Il nous en vient (des proposants) de
« toutes les provinces et en particulier du Comté de Foix
« qui ci-devant n'en fournissait point et dont nous en avons
« actuellement cinq, tous de grande espérance. Onze d'autres
« provinces et trois qui doivent arriver au premier jour » (2). Roger écrit à Court de la Haye : « Nous avons appris avec
« joie que le nombre de vos séminaristes se multiplie. Dieu
« veuille bénir leurs études et leur accorder tout ce qu'il
« faut pour en faire de dignes ouvriers dans la moisson » (3). « Notre séminaire est toujours dans le meilleur train y ayant
« actuellement 13 ou 14 proposants à la pension, y compris
« le fils de M. Court qui leur enseigne le latin et le grec » (4). Court, dans sa correspondance avec Roger, lui exposait la situation du séminaire et pour lui expliquer les frais considérables causés par cet établissement lui disait : « Notre
« séminaire est toujours nombreux. Deux sujets partirent à la
« fin de 1749, l'un destiné pour la province des Hautes-Cévennes, l'autre pour celle du Poitou. Nous en avons actuellement 5
« ou 6 autres qui vont entrer dans les épreuves. Outre ceux-ci le
« Séminaire est composé de 8 autres et nous en attendons
« encore 2 du Poitou, 3 du Bas-Languedoc, un des Basses-Cévennes et un du Dauphiné ! » (5) Court de Gébelin en 1758 rendant compte à Roger, à la place de son père, de la marche

(1) Court de Gébelin. 30 septembre 1763.

(2) Lettre prof. Polier à Roger, 23 août 1746.

(3) Lettre de Roger à Court, 19 mars 1746.

(4) Lettre prof. Polier à Roger, 29 septembre 1750.

(5) Lettre de Court à Roger, 6 mai 1750.

du séminaire, lui donne quelques appréciations sur un proposant surtout et le fixe sur la situation du séminaire : « M. Gilbert sort depuis peu du séminaire où il faisait fort bien, « il a été consacré dans les églises des Hautes-Cévennes au « mois de septembre dernier. Il est frère de celui du Poitou « et est destiné à la même province. Il y a actuellement 14 « séminaristes ici et on en attend encore quelques-uns » ⁽¹⁾. En 1763 la situation du séminaire était toujours heureuse. « Le séminaire est actuellement composé de 19 ou 20 élèves, cinq qui doivent partir doivent être remplacés par « autant, ce qui conserve des viatiques considérables » ⁽²⁾.

On voit par ces exemples à quelle utilité répondait l'œuvre de Court et de B. Du Plan. Le service que ces deux hommes ont rendu au protestantisme français en lui permettant de maintenir à la tête des églises persécutées et misérables des pasteurs actifs et zélés qui devaient les conduire jusqu'aux temps meilleurs qui allaient bientôt poindre, est donc considérable.

*
* *

Comme l'écrivait Court à Roger : « La dépense pour tant « de sujets ne peut être que très considérable, aussi prends-je « la liberté de vous conjurer de nouveau de solliciter avec un « nouveau zèle de nouveaux secours » ⁽³⁾. Ou encore : « Les « dépenses de l'année dernière finissant au 1^{er} juillet 1762 « sont montées à la somme de 6.000 livres à peu près et je « prévois que celles de cette année iront plus loin. Diverses « provinces nous annoncent des élèves qui ne tarderont « pas d'arriver, à moins qu'ils attendent le prochain synode « général qu'on projette pour le commencement d'avril. »

L'écueil financier, voilà le grand souci de l'administration du séminaire. Nous avons vu les efforts de Du Plan dans les pays étrangers pour assurer sa subsistance. Écoutons les appels de ceux qui dirigeaient le séminaire. Une fois de plus se révélera à nos yeux la vérité de la parole du Christ : « Demandez et l'on vous donnera ». A l'appel de la foi, Dieu répond par un exaucement. La prière de Court et de ses

(1) Lettre de Court de Gébeline à Roger, 15 novembre 1758.

(2) Lettre de Court de Gébeline à Roger, 15 février 1763.

(3) Lettre de Court à Roger, 6 mai 1750.

collègues a été entendue. Dieu leur a donné le pain quotidien.

Tous les fonds qui servaient à l'entretien du séminaire étaient collectés par Benjamin Du Plan et répartis par le comité de Genève. Les deux plus fortes sources de revenus étaient d'une part le Comité constitué à Londres par le député des églises qui avait droit, chaque année, jusqu'en 1751, à l'« *Allouance* » de deux places de séminaristes ; d'autre part le comité des pasteurs wallons en Hollande. Une correspondance très active s'est échangée entre Lausanne et la Haye. Particulièrement entre Roger et Court, éventuellement avec Polier, ou plus tard Court de Gébelin avec le même. Le comité de Hollande avait accordé au séminaire, pour un nombre limité d'années, cinq ans, une subvention annuelle de 2.000 florins. Roger était le mandataire du comité, c'est lui qui correspondait avec Lausanne, sur lui que l'on tirait les lettres de change. « J'ai bien payé, en son temps, la lettre de change de 600 florins que vous avez tirée sur moi en date du 4 octobre dernier, destinée à l'entretien du séminaire du dehors, et je suis chargé de vous faire tenir actuellement pour le même usage la somme de 800 florins argent de Hollande qu'il vous plaira de tirer sur moi » (1). A cette lettre Polier répondit : « J'ai tiré sur vous les 800 florins dont votre lettre fait mention, par le moyen de deux lettres de change l'une de 500, l'autre de 300. Cette somme est arrivée fort à propos pour fournir à la dépense du séminaire du dehors qui a épuisé jusqu'ici la caisse de nos amis du voisinage » (2).

En l'année 1749, on craignit que la Hollande arrivée à la fin de son don annoncé pour cinq années ne cessa ses allocations, Court prit alors la plume pour solliciter de nouveau la charité des amis des Pays-Bas : « Comme nous voici dans la dernière année des cinq qui furent accordées pour le subsidie annuel de 2.000 florins et que les besoins de cette bienfaisance charitable non seulement subsistent, mais augmentent même, tant par le nombre des séminaristes, que par les divers emplois auxquels vous les avez précé-

(1) Lettre de Roger à Polier, 19 juillet 1747.

(2) Lettre de Polier à Roger, 11 août 1747.

« demment destinés, j'ai été chargé par notre comité d'ici et
« par celui du voisinage qui travaillons de concert au sou-
« tien de la religion en France, et au soulagement de ceux
« qui souffrent pour elle, de vous supplier instamment de
« vouloir bien en solliciter la continuation » (1).

A cette demande pressante de Court, Roger répondit :
« Nous ne sommes pas moins disposés que vous, Monsieur
« et très honoré frère, à solliciter la continuation du sub-
« side et vous pouvez vous reposer entièrement sur nos soins
« à cet égard que nous emploierons avec zèle dans le temps
« convenable » (2). Cette promesse de Roger ne devait pas
être une promesse faite à la légère, car nous relevons dans
la correspondance de Court cette lettre de Roger : « La pre-
« mière année du nouveau subsisde vient d'être payée et
« je me hâte de vous donner avis que je tiens prête à vos
« ordres une somme de 600 florins » (3).

La correspondance se continue ainsi pendant plusieurs
années toujours au sujet des questions d'argent. Les appels
d'argent sont fréquents et répétés. Les hollandais, de bonne
grâce, continuent à secourir nos églises.

Nous donnons, pour terminer ce chapitre, un compte
rendu financier de l'exercice 1760-1761 qui nous montre
d'une façon intéressante l'origine des ressources du sémi-
naire et les dépenses, l'emploi des sommes reçues.

(1) Lettre de Court à Roger, 20 juin 1749.

(2) Lettre de Roger à Court, 3 octobre 1749.

(3) Lettre de Roger à Court, 4 juillet 1751.

COMPTE SÉMINAIRE DE LAUSANNE

1^{er} Juillet 1760 — Juin 1761

RECETTES

SOMMES REÇUES :

I. — 9 juillet, un groupe de Genève, 60 L. N.....	960
II. — 3 septembre, reçu de nos amis de Hollande une assignation de 1.400 florins qui ont produit.	1.942 10
III. — 10 octobre, un groupe de Genève, 60 L. N....	960
IV. — 24 décembre, » » » 80 L. N....	1.280
V. — 12 février 1761, reçu d'un groupe de nos amis de Genève, 100 L. N.....	1.600
VI. — 5 mai, reçu d'un groupe de Genève, 60 L. N..	960
VII. — 23 juin, reçu encore d'un groupe de Genève, 60 L. N. qui font.....	960
	L. 8.662 10

DÉPENSES

FAUX FRAIS ET GRATIFICATIONS

I. — Pour le compte précédent plus dépensé que reçu, L.	332
II. — En viatique à ceux de nos MM. qui sont partis, L.	594
III. — En subsides fournis à diverses femmes en arrivant ou malades, en charité à des ministres ou professeurs réfugiés, L.....	260
IV. — Pour logement à quelques séminaristes.....	197
V. — Envoi à nos amis de l'intérieur pour répartition ordinaire février 1761.....	1.305
VI. — Ports de lettres et faux frais.....	18 10
VII. — Arrérages de pension de MM. Court père et Court fils.....	175
VIII. — A M. Baunet, lecteur en théologie, sa pension.	300
IX. — A M. Court, lecteur en morale et logique....	300
X. — A. M. Durand, lecteur en histoire et maître pour latin.....	100
XI. — A M. Court fils, sa pension de correspondant et de secrétaire.....	300
XII. — A M. de Vendarques, l'inspecteur du séminaire	200
XIII. — Le montant des gages.....	4.524
En caisse encore.....	57
	L. 8.662 10

N.-B. — Il y a une erreur dans l'article XIV, de 9 livres au préjudice du rendant compte : ainsi en la redressant, il ne restait en caisse au 1^{er} juillet 1761 que L. 47,10 sauf erreur ou omissions.

CONCLUSION

Arrivé à la fin de cette étude, il nous reste à apprécier au point de vue de l'histoire du protestantisme l'homme dont nous avons entrepris d'esquisser la vie et l'œuvre pour laquelle il se dévoua.

Le placer à côté de Court, c'est lui donner la place qui lui revient. Moins brillant peut-être, effacé par la personnalité envahissante de Court, il n'est pas dans notre estime placé au même degré. Mais nous n'hésitons pas à lui assigner un rang de premier plan et à dire que si Court a si bien réussi dans son œuvre, il le doit à Benjamin Du Plan.

Du reste, on ne saurait les séparer pour l'œuvre qu'ils ont accomplie. Unis d'une amitié étroite ils associèrent leurs efforts et leur vie pour la gloire de Dieu et le bien du protestantisme français.

Je comparerai leur action respective dans l'œuvre du séminaire de Lausanne, à la marche d'une armée en campagne. Court sera si l'on veut le général qui conduit les troupes au combat, mène les soldats à l'assaut, Benjamin Du Plan est le chef effacé qui fait parvenir à temps, aux troupes engagées, tout ce qui leur est nécessaire pour vaincre. Lequel de ces deux chefs est le plus grand? On ne saurait les séparer, l'un ne peut se passer de l'autre sous peine de voir la victoire lui échapper.

Telles nous apparaissent l'œuvre de Benjamin Du Plan et celle de Court dans la fondation du séminaire de Lausanne.

Vu : le président de la soutenance : Vu pour le doyen, l'assesseur :

G. BONET MAURY.

G. BONET MAURY.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Etat politique et religieux de la France aux environs de 1713

A. Etat politique.....	5
B. Etat religieux : Le Catholicisme.....	7
C. Etat religieux : Le Protestantisme.....	10

PREMIÈRE PARTIE

Biographie de Benjamin Du Plan

CHAPITRE PREMIER

Jeunesse, vocation, activité pastorale en France

A. Jeunesse; Vocation.....	13
B. Rencontre avec Court; Activité en France.....	14

CHAPITRE II

Benjamin Du Plan à l'Étranger

A. La situation en France à la mort du Régent.....	17
B. Benjamin Du Plan en Suisse; Fondation du Séminaire 1724-1731.....	19
C. Benjamin du Plan, représentant du Synode auprès des Puissances Alliées 1731-1751.....	25
Premier voyage : Cassel 1731.....	26
Deuxième voyage : Premier séjour en Angleterre 1731-1733.	27
Troisième voyage : Hollande 1733-1735.....	28

Quatrième voyage : Allemagne, Europe du Nord; retour en Hollande 1735-1737.....	29
Cinquième voyage : Deuxième séjour en Angleterre 1738-1744	31
Du Plan lutte contre ses adversaires : sa destitution.....	33
Les dernières années de Benjamin Du Plan; sa mort 1751-1763	34

DEUXIÈME PARTIE

Le Séminaire de Lausanne

CHAPITRE PREMIER

La fondation.....	39
-------------------	----

CHAPITRE II

Histoire du Séminaire.....	45
Compte-rendu financier.....	53
Conclusion.....	54

BIBLIOGRAPHIE

(suite)

ED. HUGUES : *Histoire de la Restauration du Protestantisme en France au XVIII^e siècle* (Antoine Court). 2^{me} édition, 2 volumes, Paris 1872.

PAUL VINCENT : *Les Prophètes Cévenols*, Montauban, thèse, 1875.

D. BONNEFON : *Benjamin Du Plan*, Paris, 1876.

F. VICTEMBERGER : *Encyclopédie* (Court), 1877-1882.

ED. HUGUES : *Les Synodes du Désert*, 3 volumes, Paris, 1885-1886.

BORDÈS : *La France Protestante*. Art. Du Plan. Tom. V, 1886.

F. TEYSSIER : *Le Séminaire du Désert*, *Bulletin du Protestantisme Français*, Tom. XXXVIII (3 articles, 1893).

N. VEISS : *Le Castel de la Favède et Du Plan*, *Bulletin du Protestantisme Français*, Tom. XLVI, 1897.

CABRIÈRE : *Court de Gébelin, défenseur des Eglises Réformées de France, 1763-1785*, Thèse Coueslant, 1899.

CASTENET : *Benjamin Du Plan et les Inspirés*, Thèse, Paris, 1899.

BIBLIOGRAPHIE

Manuscrits

ANTOINE COURT : *Registre des Correspondances*, 1720-1732.

Collection des Papiers Court :

Tome 37. Papiers relatifs à l'affaire du Plan (surtout mémoire de Court aux arbitres (Affaire du Plan) 18-1-1752.

Tome 39.

Lettre d'un groupe de Professeurs de Lausanne à un Comité de Hollande à la Haye sur le Séminaire de Lausanne.

Théologie abrégée faite par M. (illisible), Professeur de ce genre de science, à Lausanne. 12 novembre 1771, finie le 20 mars 1772. Lassagne.

Imprimés

CH. DARDIER : *La Vie des Etudiants au Désert* (Correspondance de Pierre Lombard 1756-1763). Genève, Imprimerie Schira.

PICHÉRAL DARDIER (A) : *Paul Rabaut, ses lettres à Antoine Court*, 2 volumes, Paris, Grassart.

CH. COQUÉREL : *Histoire des Eglises du Désert*. 2 volumes, Cherbuliez, Paris, 1841.

ATH. COQUÉREL : *Histoire des Protestants*.

EUG. et EM. HAAGS : *France protestante*, Cherbuliez, 1859.

A. DUBOIS : *Les Prophètes Cévenols*, Strasbourg, thèse, 1861.

